



REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

Une seule issue à la faillite du capitalisme : la révolution prolétarienne

Lors de l'effondrement des pays de l'ex-bloc de l'Est, la bourgeoisie occidentale avait crié victoire en vantant les bienfaits du capitalisme à l'occidentale avec ses institutions démocratiques et son économie de marché. On nous avait dit que cet événement avait signé la faillite irrémédiable du "communisme", lequel aurait fait la preuve que la révolution prolétarienne ne peut mener qu'à la barbarie et au chaos. On nous avait dit que seul le capitalisme "libéral" pouvait offrir un avenir à l'humanité. Bref, l'effondrement des pays staliniens était censé ouvrir une ère de paix et de prospérité sur la planète grâce au "nou-

vel ordre mondial", tant vanté par les médias aux ordres de la classe bourgeoise.

De façon éclatante, la réalité des faits vient aujourd'hui balayer tous ces mensonges. Avec le déchaînement effroyable de la guerre du Golfe un an après la chute du mur de Berlin, tous les beaux discours sur l'ouverture d'une prétendue "ère de paix" se sont vite dégonflés comme une baudruche. Depuis près de dix ans, les massacres guerriers et les conflits militaires n'ont cessé de se multiplier partout dans le monde, en ex-Yougoslavie, sur le continent africain, au Moyen-Orient, au Kosovo, en

Inde et au Pakistan. Non seulement les grandes puissances ont révélé leur incapacité à freiner ce chaos sanglant, mais elles en ont été encore les principales instigatrices, chacune jouant sa propre carte, derrière telle ou telle clique locale, sur l'arène impérialiste mondiale.

Aujourd'hui, l'accélération de la crise économique mondiale vient de façon tout aussi éclatante mettre à bas les mensonges sur la pérennité du capitalisme à l'occidentale. Il y a un an, on nous avait dit que la crise qui avait ébranlé les "tigres" et les "dragons" du continent asiatique était un phénomène

tout à fait localisé et exotique, voire même que les effondrements boursiers des pays de cette région du monde allaient permettre, à terme, une relance de leur économie. Aujourd'hui, c'est la Russie qui est touchée à son tour, de façon brutale, par l'onde de choc du séisme, tandis que le même scénario menace la Chine et les pays d'Amérique latine et que la deuxième puissance économique mondiale, le Japon, est déjà entrée de plein fouet dans la récession (voir article p. 2).

Etsi l'Europe et les Etats-Unis ne sont pas encore entrés dans la tourmente, ils ne seront pas épargnés. Ainsi, les discours rassurants de ces derniers mois ont désormais cédé la place à une analyse plus "lucide" : si les experts parlent de récession mondiale, et même de "dépression", c'est parce que, devant l'évidence des faits, la classe dominante n'a pas d'autre choix que de tenir le langage de la vérité (même si elle nous laisse encore entendre que cette récession sera purement conjoncturelle et momentanée).

Aujourd'hui, l'enfoncement de toute l'économie mondiale dans une nouvelle récession révèle la faillite historique du capitalisme. Qu'il soit "démocratique" ou "totalitaire", l'Etat capitaliste n'a aucune perspective à offrir aux prolétaires. Le seul avenir qui les attend, c'est une aggravation encore plus dramatique de la misère, des famines, du chômage et de l'exploitation.

Face à cette situation de débandade générale de l'économie capitaliste, les prolétaires n'ont pas d'autre choix que de reprendre le chemin de la lutte pour la défense de leurs conditions d'existence. Et c'est à travers ces luttes de résistance aux attaques incessantes du capital qu'il pourront développer leur

force, affirmer leur unité de classe et ouvrir une perspective pour l'ensemble de la société. Seul, le renversement du capitalisme par la révolution prolétarienne mondiale pourra mettre un terme à la barbarie, au chaos et à la misère. Le mode de production bourgeois fait chaque jour la preuve qu'il n'a plus aucun avenir et qu'il doit céder la place à un autre système social, la société communiste.

Mais pour pouvoir être à la hauteur de ses responsabilités historiques, le prolétariat doit comprendre que, dans les pays de l'ex-bloc de l'Est, ce n'était pas le communisme, mais un pan du monde capitaliste qui s'est effondré brutalement sous les coups de boutoir de la crise. Il doit surmonter le sentiment d'impuissance que les campagnes mensongères de la bourgeoisie, identifiant le stalinisme au communisme, font encore peser sur sa conscience. Cette ignoble propagande, basée sur une falsification honteuse de l'histoire n'a qu'un seul but : paralyser la classe ouvrière, l'empêcher de développer ses luttes en lui faisant croire que son seul salut, son bien le plus précieux réside dans la défense de l'Etat démocratique bourgeois.

Plus que jamais, les prolétaires doivent rester sourds aux appels à la défense de la démocratie. Se laisser piéger et entraîner sur ce terrain pourri, c'est abandonner les armes de la lutte de classe, c'est laisser les mains libres à la classe dominante pour déchaîner ses attaques et faire payer ainsi aux exploités les frais de la faillite de son système.

Face à la crise insoluble et à la décomposition générale du capitalisme, plus que jamais, l'avenir est entre les mains de la classe ouvrière.

Marine (20 septembre)

35 HEURES, SÉCURITÉ SOCIALE

Derrière le vernis "social", la réalité de l'austérité de gauche

Le "coup d'envoi" de la grande mesure sociale des 35h date maintenant d'un an. Le résultat est clair : cette mesure de la gauche plurielle a permis la mise en place de centaines "d'accords" qui sont autant de coups portés contre la classe ouvrière, tant en ce qui concerne les salaires que les conditions de travail. Comme le dit un représentant des "jeunes patrons français" : "La réduction du temps de travail est la contrepartie nécessaire offerte aux salariés à la modulation horaire et à l'annualisation du temps de travail qui seront de plus en plus exigés d'eux" (Le Monde du 18 septembre). Partout, en effet, les accords signés ont permis la mise en place d'une "réorganisation" qui permet d'exiger une plus grande productivité aux prolétaires, d'imposer une flexibilité des horaires plus grande, de passer à un calcul annualisé du temps de travail et des heures supplémentaires. Et le tout s'accompagne de restrictions de salaires, ouvertes ou masquées (c'est-à-dire consistant à bloquer les salaires au nom du "cadeau" fait aux prolétaires sur la réduction du temps de travail). Quant aux "créations d'emplois" censées accompagner la mesure, soit on n'en voit carrément pas la couleur comme dans la métallurgie, soit elles

sont purement symboliques, avec des embauches précaires ou des "promesses d'embauches" qui seront tenues...sous réserve de la bonne santé économique dans les années à venir ! Par les temps qui courent, cela veut tout dire, quand on sait que, déjà, l'annonce récente de la mise en vente d'une partie de l'activité sidérurgique française, va se traduire par une liquidation pure et simple et entraîner au moins 7 000 licenciements.

Il faut se rappeler comment, il y a un an, les 35 heures nous furent présentées comme une mesure pro-ouvrière et anti-patronale. Pour ce faire, les patrons avaient joué la partition que le gouvernement attendait d'eux, en hurlant comme des cochons qu'on égorge. Il faut se rappeler aussi comment tous ceux qui dénoncent aujourd'hui la crapulerie des accords (notamment les syndicats, et en particulier la CGT et FO) applaudissaient à tout rompre hier à cette mesure de "progrès social" ! Aujourd'hui, même Aubry, tout en exprimant sa satisfaction devant le nombre d'accords signés, se permet ici ou là de "protéger" contre ce qu'elle présente comme une tricherie avec "sa" loi de la part de certains patrons, histoire

encore une fois de dédouaner le gouvernement de ce qui se met en place. Comme hier, le gouvernement se cache derrière les "méchants patrons" pour porter ses coups anti-ouvriers, et c'est dans leur sillage qu'il se prépare à mettre en oeuvre les mêmes types de mesures dans la Fonction publique et les grandes entreprises publiques.

Mais ce que la gauche a réussi avec les 35 heures, elle est en train de le mettre en place de la même façon avec la Sécurité sociale. Tout comme les 35 heures nous avaient été présentées comme une mesure contre les patrons, le nouveau plan du même "ministère du social" Aubry sur la Sécurité sociale, passe, dans la propagande des médias, pour une attaque contre les profits des laboratoires pharmaceutiques, qui exploitent la souffrance des malades pour s'en mettre plein les poches aux frais du contribuable. Mais ce décorum n'est qu'un paravent devant une réalité bien plus crue. La gauche au gouvernement est en train d'appliquer, systématiquement et radicalement, le fameux plan Juppé de 1995 de triste mémoire. Ainsi les mesures de restriction des prescriptions médicales, (SUITE PAGE 5)

Sommaire

FRANCE

Dopage : une campagne d'intoxication idéologique p. 5

SITUATION INTERNATIONALE

Récession mondiale : une crise de surproduction sans issue p. 2

Russie : une plongée vertigineuse dans la misère et le chaos p. 3

Multiplication des conflits dans le monde : la guerre et le chaos

sont des produits du capitalisme pourrissant p. 4

Affaire Clinton : des règlements de compte aux relents de décomposition p. 5

DEFENSE DU MILIEU POLITIQUE PROLETARIEN

Le parasitisme accouche d'une pitreuse contribution anti-CCI p. 6

HISTOIRE DU PCF

Le PCF face à la reprise des combats de classe (1968-1972) : p. 8

CRISE ECONOMIQUE MONDIALE

Une crise de surproduction sans issue

L'ensemble des perturbations que connaît depuis un an l'économie mondiale et les menaces qui se sont accumulées ces dernières semaines constituent le prélude à une nouvelle plongée dans la récession. Même si, aujourd'hui, on ne peut encore prédire quand le creux de la dépression sera atteint, ni l'ampleur des ravages qu'elle va occasionner, tous les éléments sont réunis pour qu'elle constitue effectivement une aggravation dramatique d'une situation qui, depuis le retour de la crise à la fin des années 60, a déjà connu cinq récessions ouvertes, à chaque fois plus dévastatrices les unes que les autres.

Loin de résulter d'erreurs de gestion de l'économie, quelles que soient les régions du monde où elle se manifeste, pays dits émergents, anciens pays staliens, ou au cœur du capitalisme en Europe et aux Etats-Unis, la crise est au contraire la manifestation des contra-

dictions insolubles du capitalisme. Une expression significative en est la forme typique sous laquelle de telles contradictions se manifestent sur le plan économique : d'un côté la surproduction et, de l'autre, le dénuement croissant du plus grand nombre.

Les prémices d'une violente récession

La tourmente boursière et financière qui s'est abattue l'an dernier sur les tigres et dragons asiatiques a eu pour effet de plonger les économies de la plupart de ces pays dans une récession dont toutes les conséquences ne sont pas derrière nous, malgré les destructions de capacités productives, la mise au chômage de millions d'ouvriers (10 millions dénombrés à ce jour) et l'extension de la misère qui en ont déjà résulté. Il a fallu le concours de toute la bourgeoisie mondiale pour financer un plan de sauvetage de ces économies dans l'incapacité de rembourser leur dette, pour leur éviter une faillite qui, à sa suite, risquait d'engendrer des séismes majeurs de l'économie mondiale.

Depuis lors, les menaces se sont accumulées de toutes parts.

Selon les experts mêmes de la bourgeoisie, la crise dite asiatique va se trouver violemment relancée par les mesures de dévaluation de la monnaie que sera contrainte de prendre la Chine pour protéger sa compétitivité dans la région. Celles-ci ne l'empêcheront d'ailleurs pas, à terme, de plonger à son tour et d'élargir considérablement la crise "asiatique".

Le Japon, deuxième puissance économique mondiale, qui se trouvait en première ligne face au cataclysme asiatique, a vu s'amplifier la récession de son économie. D'une part, celle-ci doit "absorber" les pertes sèches subies par son secteur bancaire, à cause de l'impossibilité dans laquelle il se trouve de se faire rembourser une partie des prêts consentis aux tigres et dragons et, d'autre part, elle doit faire face à la baisse de la demande en provenance de ces pays. De nombreuses banques, menacées de faillite, sont maintenues la tête hors de l'eau grâce aux subsides de l'Etat. Une des plus importantes d'entre elles, la "Long Term City Bank" a dû faire l'objet d'une attention particulière tant les conséquences de son naufrage seraient catastrophiques. D'abord, l'Etat facilite les possibilités de s'endetter à court terme au moyen de la baisse du taux de l'argent au jour le jour, ramené à 0,25 %, niveau jamais atteint dans l'histoire financière mondiale. Ensuite, il "nationalise temporairement", du jamais vu

là non plus, vraisemblablement pour rassurer les clients de l'établissement financier.

Au moment où la Russie atteint des abîmes dans la catastrophe économique, le scénario "asiatique" menace de se répéter avec l'ensemble des pays d'Amérique latine. Confrontés eux aussi à une dette énorme alors même que leurs recettes se réduisent, la baisse de la demande mondiale en matières premières et produits manufacturés les affecte tous durement. Cela montre que la crise "asiatique" n'avait en fait rien d'asiatique mais résultait bien des contradictions de ce système. C'est ce qu'il illustre à son tour la dynamique de l'économie américaine, avec une baisse de la croissance, résultant à la fois de pertes que ce pays lui aussi a subies en Asie et du ralentissement de la demande mondiale. Quant les Etats-Unis entreront en récession, ce qui est inévitable, c'est un formidable coup d'accélérateur à la crise mondiale qui sera donné.

Les bourgeoisies des principaux pays prennent très au sérieux les risques d'un naufrage des économies sud-américaines qui les affecterait beaucoup plus violemment que celui des tigres et des dragons. C'est même globalement la dynamique récessionniste de l'économie mondiale qui les inquiète au plus haut point et qu'elles veulent tenter d'enrayer par des mesures de relance à décider au sein du G8. Et leurs inquiétudes ne s'arrêtent pas là, puisqu'elles doivent se débattre dans cette situation contradictoire où des mesures de relance de l'économie contiennent aussi le risque de relancer l'inflation.

Que la bourgeoisie se concertent et tente de s'entendre pour tenter d'éviter la débâcle économique, c'est reconnaître implicitement le caractère mondial de la crise. Mais seulement implicitement puisque, officiellement, on parle "des crises" qui se conjuguent mais qui ne sont absolument pas de même nature. Et si certains économistes ont "l'audace" de dire ce qu'ils voient, c'est-à-dire une crise de surproduction généralisée, évidemment aucun d'entre eux ne peut faire le lien entre celle-ci et la crise historique du capitalisme telle que l'ont analysée les marxistes.

La surproduction chronique dans le capitalisme décadent (1)

"A un certain degré de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en collision avec les rapports de production existants, ou avec les rapports de propriété au sein desquels elles s'étaient

mues jusqu'alors et qui n'en sont que l'expression juridique. Hier encore formes de développement des forces productives, ces conditions se changent en de lourdes entraves." (2). Dans le cas des sociétés d'exploitation pré-capita-

listes, comme dans celui du capitalisme, cette collision entre "le développement, les forces productives matérielles de la société" et "les rapports de production existants" se concrétise par une situation de pénurie, de disette. Lorsque les rapports de l'esclavagisme antique ou ceux du féodalisme sont devenus "trop étroits", la société s'est trouvée devant l'impossibilité matérielle de produire plus, d'extraire suffisamment de biens et de nourriture à partir de la terre et du travail. Au contraire, dans le cas du capitalisme, nous assistons à un blocage de type particulier : celui de la surproduction. Elle est dépeinte en ces termes par le Manifeste communiste : "La société se voit rejetée dans un état de barbarie momentanée ; on dirait qu'une famine, une guerre de destruction universelle lui ont coupé les vivres ; l'industrie, le commerce semblent anéantis. Et pourquoi ? Parce que la société a trop de civilisation, trop de vivres, trop d'industrie, trop de commerce."

Ce que Marx et Engels décrivaient au milieu du XIXe siècle, analysant les crises commerciales du capitalisme historiquement ascendant, est devenu une situation quasi-chronique dans le capitalisme décadent. Depuis la première guerre mondiale, la surproduction est devenue une maladie permanente du système. Les famines se développent dans les pays sous-développés, les nappes de pauvreté s'étendent au cœur des pays industrialisés, alors même que le système s'ampute de ses capacités de production en sacrifiant celles-ci par pans entiers et détruit sa production en excédent. Ainsi, par exemple, depuis la crise de 1929, le gouvernement américain a, presque chaque année, consacré une partie de ses subventions agricoles à payer des agriculteurs pour qu'ils ne cultivent pas une partie de leur terre (3). A la fin des années 80, alors que le secrétaire général des Nations Unies annonce plus de 30 millions de morts en Afrique du fait de la faim, aux Etats-Unis, près de la moitié de la récolte d'oranges est volontairement détruite par le feu. Au début des années 90, la CEE engage un gigantesque plan de congélation de terres cultivables (15 % des terres consacrées aux céréales). Depuis la seconde moitié des années 80, insensible aux phases de croissance officielle, un mouvement de désertification industrielle vient ravager des régions entières parmi les plus anciennement industrialisées des pays les plus développés, plongeant dans la misère des millions d'ouvriers.

La nouvelle récession mondiale qui s'annonce va donc constituer une accélération dramatique de ce phénomène en touchant plus durement tous les secteurs de l'économie et, cela, dans le monde entier.

Entre les besoins de l'humanité et les moyens matériels pour les satisfaire se dresse une "main invisible" qui contraint les capitalistes à ne plus produire, à licencier, et les exploités à croupir dans la misère. Cette "main invisible", ce sont les rapports capitalistes de production devenus "trop étroits".

Aussi cynique et impitoyable que puisse être la classe capitaliste, elle n'engendre pas volontairement une telle situation. Elle ne demanderait qu'à faire tourner à pleine productivité son industrie et son agriculture, extirper une

masse toujours croissante de surtravail aux exploités, vendre sans limites et cumuler du profit à l'infini. Si elle ne le fait pas, c'est parce que les rapports capitalistes qu'elle incarne, le lui interdisent. Le capital ne produit pas pour satisfaire les besoins humains, pas même ceux de la classe dominante. Il

produit pour vendre. Or, parce qu'il repose sur le salariat, le capitalisme est incapable de fournir à ses propres travailleurs, encore moins à ceux qu'il n'exploite pas, les moyens d'acheter toute la production qu'il est capable de faire réaliser.

Les contradictions insurmontables du capitalisme

En effet, la part de la production qui revient au prolétaire est déterminée non pas par ce qu'il produit, mais par la valeur de sa force de travail, et, cette valeur, le travail nécessaire pour le nourrir, le vêtir, etc., ne fait que se réduire au même rythme que s'accroît la productivité générale du travail.

L'augmentation de la productivité, en baissant la valeur des marchandises, permet à un capitaliste de s'emparer des marchés d'un autre, ou d'empêcher un autre de s'emparer des siens. Mais elle ne crée pas de nouveaux marchés. Au contraire. Elle réduit le marché constitué par les producteurs eux-mêmes.

"Le pouvoir de consommation des travailleurs est limité en partie par les lois du salaire, en partie par le fait qu'ils ne sont employés qu'aussi longtemps que leur emploi est profitable pour la classe capitaliste. La raison unique de toutes les crises réelles, c'est toujours la pauvreté et la consommation restreinte des masses, face à la tendance de l'économie capitaliste à développer les forces productives comme si elles n'avaient pour limite que le pouvoir de consommation absolu de la société." (4). Telle est la contradiction fondamentale qui condamne le capitalisme à l'impasse.(5)

Cette contradiction, cette incapacité à créer ses propres débouchés commerciaux, le capitalisme la porte en lui

depuis sa naissance. Il l'a surmontée à ses débuts par la vente aux secteurs féodaux, puis par la conquête des marchés coloniaux. C'est à travers la recherche de ces débouchés que la bourgeoisie a "envahi toute la planète". C'est l'impossibilité de se procurer de tels débouchés en quantité suffisante qui a conduit, au début de ce siècle, à la première guerre mondiale, pour le repartage par les armes du marché mondial déjà constitué et que s'étaient divisé les principales puissances. C'est elle encore qui explique la fuite en avant irrationnelle dans le militarisme conduisant à la seconde guerre mondiale et à la multiplication des conflits locaux depuis lors.

Lors de la reconstruction des pays dévastés par la Seconde Guerre mondiale, le capitalisme connut un "répit". Mais la réapparition de la crise ouverte à la fin des années 60 le mettait de nouveau face à sa même vieille et inévitable contradiction. Il tenta d'y faire face en s'octroyant crédit sur crédit, mais ne put pour autant éviter les effets de la crise. Vingt ans plus tard, le résultat de la faramineuse fuite en avant dans l'endettement équivalait à un an et demi de la production mondiale. Aujourd'hui, trente ans après, la dette mondiale s'est encore enflée et la société, acculée par l'impasse économique, pourrit sur pied.

Une seule issue : le renversement du capitalisme

Plus que jamais, la survie même de l'espèce humaine exige l'avènement d'une nouvelle société. Une société qui, pour dépasser l'impasse capitaliste, devra être fondée sur l'orientation de la production exclusivement en vue des besoins humains et sur l'élimination du salariat.

Plus que jamais, la lutte pour une société fondée sur le vieux principe communiste : "De chacun ses capacités, à chacun selon ses besoins", ouvre la seule issue à l'humanité. C'est à la classe ouvrière qu'il revient de l'assumer : face aux attaques capitalistes, en développant ses luttes défensives, lesquelles constituent la préparation aux futures luttes révolutionnaires ; face à l'enjeu que pose le capitalisme pourrisant, socialisme ou barbarie, en le renversant et instaurant la dictature de ses conseils ouvriers à l'échelle internationale.

L'attachement des économistes au mode d'exploitation capitaliste les aveugle et les empêche de voir et de comprendre la faillite de celui-ci. La révolte contre l'exploitation pousse au contraire le prolétariat à la lucidité historique. C'est en se situant du point de vue de cette classe que Marx, les marxistes, les vrais, ont pu s'élever à une vision historique cohérente. Une vision qui est capable non seulement de cerner ce

qui constitue la spécificité du capitalisme par rapport aux autres types de société du passé, mais aussi de comprendre les contradictions qui font de ce système un mode de production aussi transitoire que les autres du passé. Le marxisme fonde la possibilité et la nécessité du communisme sur une base matérielle scientifique. Et, en ce sens, loin d'être enterré comme en rêvent les défenseurs de l'ordre établi, il demeure plus actuel que jamais.

B.

(1) Cette partie qui suit est essentiellement constituée de reprises d'un article publié dans la Revue internationale n° 69.

(2) Marx, *Avant-propos à la Critique de l'économie politique*.

(3) Du simple point de vue technique, les Etats-Unis sont capables de nourrir à eux seuls la planète entière.

(4) Marx, *Le capital*, livre III, 5e section, p. 1206, ed. La Pléiade.

(5) Le marxisme a découvert d'autres contradictions essentielles de la vie du capital : la loi de la baisse tendancielle du taux de profit, l'opposition entre le caractère mondial du processus de production capitaliste et la nature nationale de l'appropriation du capital, etc. Mais toutes ces autres contradictions ne se transforment en entrave effective à la croissance du capital qu'à partir du moment où celui-ci se heurte à "la raison ultime" de ses crises : son incapacité à créer ses propres débouchés.

RUSSIE

Une plongée vertigineuse dans la misère et le chaos

Le terrible raz-de-marée qui submerge la Russie depuis la mi-août n'en a pas fini d'exercer ses ravages sur un pouvoir politique totalement déliquescents et une population réduite à une misère sans nom. Contrairement aux mensonges que nous servent quotidiennement les médias, il ne s'agit nullement d'une "spécificité" russe mais cela fait partie de la réaction en chaîne qui lamine l'économie capitaliste mondiale en étendue et en profondeur.

Une population et une classe ouvrière frappées de plein fouet

Après presque dix ans de "libération des marchés" et une accentuation de la misère n'ayant rien à envier à plus de soixante ans d'oppression et d'exploitation stalinienne, les derniers soubresauts économiques ont aggravé comme encore jamais les conditions de vie de la plus grande masse des 150 millions d'habitants.

Dans les deux premières semaines de septembre, les prix ont, "en moyenne" et "officiellement", augmenté de 43%.

Le pain, la farine, le sucre, le lait et nombre de produits de première nécessité ont triplé quasiment partout, tandis que le rouble poursuit sa descente aux enfers. Les tentatives de certains gouverneurs de province de geler les prix, contre les directives gouvernementales, n'ont elles-mêmes eu pour effet que d'entraîner la fermeture des magasins d'Etat pris d'assaut et une augmentation bien plus monstrueuse des prix sur le marché "libre". Pour couronner le tout, la récolte de pommes de terre, denrée vitale pour tenir durant l'hiver, s'annonce catastrophique.

Le prix des logements, dont une bonne partie se paie par surcroît en dollars, dont la parité vis-à-vis du rouble a été plus que multiplié par quatre, ne peut lui aussi que monter en flèche. La conséquence directe d'une telle situation est claire : une augmentation sans précédent du nombre des sans-logis, à la veille du terrible hiver russe, réduits à crever de froid et de faim.

L'impact de cette augmentation vertigineuse des prix est d'autant plus brutal qu'il s'est accompagné d'une dépréciation "officielle" du rouble de plus de

60%. Et cette situation catastrophique ne peut qu'empirer avec le projet du gouvernement Primakov de recourir massivement à la planche à billets, qui va entraîner, malgré les racontars du gouvernement, un phénomène d'hyperinflation aux conséquences encore plus violentes pour l'ensemble de la population. Cela signifie augmentation redoublée des prix et baisse drastique des salaires. Car s'il permettra peut-être dans un avenir immédiat de mettre à jour les impayés de salaires de millions d'employés et d'ouvriers, ce sera avec une véritable monnaie de singe.

Alors que le salaire mensuel moyen d'un ouvrier ne suffit même pas à couvrir les besoins alimentaires quotidiens d'une famille, quand elle trouve les denrées nécessaires, on peut imaginer l'horreur qui attend la population russe dans les mois à venir. Si celle-ci trouvait difficilement à se nourrir durant l'époque stalinienne, elle pouvait au moins "s'en sortir" en achetant au marché noir avec un rouble à peu près valable. Aujourd'hui, elle n'a plus ni argent ni nourriture. C'est d'ailleurs pour minimiser l'effrayante réalité de cette

perspective que, tout en versant des larmes de crocodile sur la misère du "peuple russe", la bourgeoisie occidentale met à tout moment l'accent sur le légendaire "Système D" russe, permettant à la population de voter du marché noir pendant des décennies sous le stalinisme, puis survivant grâce au développement d'une économie de troc "florissante" à l'époque bénie de la "liberté des marchés".

Les "explications" de la bourgeoisie

En 1989, la bourgeoisie occidentale nous avait présenté l'effondrement du bloc de l'Est, c'est-à-dire en réalité l'écroulement économique, politique et militaire d'un des pans les plus arriérés du système capitaliste, comme étant celui du communisme. L'événement venait soi-disant prouver la supériorité et la pérennité du capitalisme pour lequel on nous annonçait une nouvelle ère de "prospérité" et de "paix", le fameux "nouvel ordre mondial". Avec l'écroulement de l'URSS fin 1991 et surtout l'ascension du "sauveur" du libéra-

lisme capitaliste Eltsine, la bourgeoisie occidentale pavait plus que jamais, retentissant des accents les plus optimistes sur l'ouverture à l'économie de marché et la démocratisation de la société russe. Cette satisfaction digne de la méthode Coué a fait long feu, qu'il s'agisse du soi-disant "démarrage" de l'économie comme de la bien réelle aggravation de la misère.

Aujourd'hui, après des injections phénoménales de centaines de milliards de dollars, l'économie russe est plus que jamais exsangue, laminée par la corruption, la gabegie et l'incompétence généralisées et surtout par le fait qu'elle n'a jamais pu et ne pourra jamais constituer un marché.

Mais la bourgeoisie a évidemment en réserve des "explications" toutes trouvées qui lui permettent de chercher à masquer le fait que la crise en Russie est une expression de la faillite du capitalisme mondial. D'un côté, on nous dit qu'il n'y aurait pas encore assez de capitalisme en Russie, c'est-à-dire en clair qu'il y aurait encore "trop de communisme", qu'il faudrait accentuer le

(SUITE PAGE 4)

HISTOIRE DU PCF

(SUITE DE LA PAGE 8)

pouvoir gaulliste. Nous ne permettons pas que la gesticulation et l'aventurisme compromettent le succès de la lutte pour la démocratie et pour le socialisme.

Après une entrevue secrète entre Kravtchouk, alors numéro 2 de la CGT et membre du comité central du PCF, et Chirac, secrétaire d'Etat à l'emploi, les syndicats appellent à l'ouverture de négociations avec le patronat que la gouvernement Pompidou s'empresse d'accepter. Les négociations commencent le 25 mai. Dès le premier jour, le leader de la CGT, Séguin et le gouvernement s'entendent en coulisses sur le montant de l'augmentation du salaire minimum garanti qu'ils vont faire semblant de négocier. Mais d'entrée, le patronat, qui ignore cet accord secret, accepte sans tergiverser le montant maximum lancé par les syndicats. Le 27 au matin, après la signature des accords de Grenelle, Séguin confie à un journaliste son soulagement : *"La reprise ne saurait tarder"*. Dans la foulée, il se rend à l'usine de Billancourt pour présenter les accords et appeler à la reprise du travail. Il est copieusement sifflé par les ouvriers pour qui les 10% d'augmentation de salaires promis apparaissent comme une vaste mascarade. Séguin est contraint de désavouer les accords qu'il venait de parapher. Partout, les ouvriers refusent la reprise dans ces conditions et le mouvement de grèves s'élargit encore. La bourgeoisie devra lâcher d'autres concessions pour pouvoir amorcer une reprise du travail, alors que la CGT pousse aux côtés du gouvernement à négocier les accords secteur par secteur, branche par branche. Après l'annonce de la dissolution de l'Assemblée nationale le 30 mai, le PCF et la CGT multiplient leurs appels à la reprise pour que les élections, présentées comme *"un pas de plus vers la victoire des ouvriers"*, puissent se tenir. Le PCF et la CGT ont systématiquement recours au mensonge et à l'intimidation pour casser la dynamique de la lutte ouvrière. Ainsi, à la RATP, ils font courir la fausse information d'une

reprise dans certains dépôts. Et *L'Humanité* titre à l'avance dans sa "une" début juin : *"Forts de leur victoire, des millions de travailleurs reprennent le travail"*. Malgré tous les efforts des stalinien pour faire reprendre le travail rapidement, conjointement avec les violentes évacuations policières des usines, ils ne parviendront à leurs fins qu'après la mi-juin dans la plupart des cas.

Le PCF décide qu'il est urgent de proposer une alternative en accélérant la dynamique *"d'union des forces de gauche"*. Il demande désormais le départ de De Gaulle et appelle dès lors à la constitution de *"comités pour un gouvernement populaire d'union démocratique"*. Cependant il exprime sa réprobation envers la manifestation conjointe de la CFDT et du PSU avec les "gauchistes" au stade parisien de Charléty le 27 mai et tente de la court-circuiter en organisant à la même heure, via la CGT, une douzaine de rassemblements différents dans la capitale. Le 29, la veille de la contre-manifestation des gaullistes, il organise avec les troupes de la CGT son propre défilé, conçu comme un contre-pouvoir et fait savoir parallèlement, par l'intermédiaire du député gaulliste de Lipkowski, qu'il *"est prêt, comme après la Libération, à assumer des responsabilités gouvernementales"*, sous la direction du général-président...

Le "programme commun", une arme de la bourgeoisie contre la reprise des combats de classe

Cependant, le PCF et son auxiliaire syndicale sont poussés par la situation à s'engager de plus en plus résolument dans une dynamique d'union de la gauche et dans un programme commun de gouvernement, qui se posent comme seule alternative politique possible pour la bourgeoisie française au pouvoir gaulliste.

Pour développer cette orientation, le parti stalinien se livre alors à une théorisation du capitalisme monopolistique d'Etat qui vient justifier tout son programme capitaliste d'Etat (3). Il s'agit d'arracher le pouvoir des mains des monopoles du grand capital qui le confisquent. Cette pseudo-théorie sous couvert "d'orthodoxie" aux textes classiques du marxisme n'est qu'une dénégation grossière de l'interprétation des monopoles évoquée par Lénine dans *"L'impérialisme, stade suprême du capitalisme"* (4). Elle est officiellement intégrée dans les orientations du 18e congrès du PCF en 1967 et définitivement adoptée en 1971 par la section économique du comité central. Sous ce vernis "théorique", le rôle de l'Etat dans l'économie capitaliste en crise n'est souligné que pour justifier sa propagande : le pouvoir d'Etat est le levier essentiel dont il faut s'emparer à travers les élec-

tions et en s'appuyant sur le développement des nationalisations, présentées comme autant de mesures socialistes de "transformation" de la société capitaliste. C'est aussi pourquoi ces nationalisations sont posées comme l'enjeu fondamental du futur programme commun de la gauche.

Malgré le cuisant recul de la gauche aux élections du 30 juin 1968 et le refus opposé par la FGDS à l'appel du PCF pour une candidature commune de la gauche aux présidentielles de juin 69, le parti stalinien va enfourcher de plus belle son nouveau cheval de bataille : la conquête du pouvoir par l'union de la gauche à travers un programme "de démocratie avancée" qui "ouvre la voie au socialisme à la française". Ce cheval de bataille est exclusivement dirigé contre la reprise des combats de la classe ouvrière à l'échelle mondiale, dont mai 68 a été la première et la plus éclatante manifestation. Il est encouragé par les plus de 20% recueillis par Duclos aux présidentielles de 69, alors que l'échec de la candidature Defferre, qui se traduit par le pire score électoral jamais enregistré par la social-démocratie en France, pousse aussi le parti de Mitterrand à adopter une "nouvelle stratégie" pour ravalier sa façade.

En décembre 1969, c'est la reprise des discussions entre le PCF et la FGDS. Au 19e congrès du PCF en février 70, est officialisé "l'engagement du parti dans la voie du programme commun". Dans le même temps, Georges Marchais est promu "secrétaire général adjoint" et prend les rênes du parti à la faveur de la maladie de Waldeck Rochet. Il sera officiellement intronisé au congrès suivant, en 1972. L'accord de désistements réciproques aux municipales de juin 1971 entre sociaux-démocrates et stalinien permet au PCF de gagner plusieurs municipalités importantes. Le 9 octobre de la même année, le "programme" du PCF est publié sous le titre *"Changer de cap, programme pour un gouvernement démocratique d'union populaire"* avec en vedette une liste de nationalisations, définies comme "l'instrument déterminant du programme de changement démocratique".

Le parti stalinien va désormais, à partir de 1970, et pendant toute une décennie, avec l'aide de son appendice syndical cégétiste, mobiliser massivement les prolétaires avec la mystification de l'application du "programme commun" et systématiquement piéger, dévoyer toutes les luttes ouvrières derrière la perspective d'un gouvernement de gauche, sur le terrain électoral. Ce programme commun de gouvernement est signé le 27 juin 1972 par les deux grands partis bourgeois de gauche auquel le Mouvement des radicaux de gauche ne tarde pas à se rallier. Lors du comité central du 29, Marchais s'en félicite et souligne dans son rapport : "L'essentiel, c'est que le programme commun (...) fournit un point d'appui très positif à un développement considérable de l'action unie des travailleurs, (...) permettant de créer les conditions les plus favorables pour mettre les masses en mouvement sur nos idées, nos solutions, nos objectifs". Ainsi, grâce au projet en grande partie dû à son initiative, et à sa capacité à mystifier de cette manière la classe ouvrière, le parti stalinien aura puissamment contribué à rassurer la classe dominante et à éloi-

gner à nouveau le spectre de la révolution prolétarienne qui, en ressurgissant brusquement en mai 1968, venait de tant effrayer l'ensemble de la bourgeoisie.

Dans le prochain article de cette série, nous rappellerons comment, pendant la même période, le PCF a réagi, d'une part devant l'intervention russe en Tchécoslovaquie, d'autre part en soutenant les forces de répression contre le développement des luttes ouvrières en Pologne. Nous aborderons également les hauts faits du parti de Marchais dans les années 70, face à la poursuite des combats de classe en France.

CB

(1) Par la suite, c'est la social-démocratie qui relancera le parti stalinien pour assurer la continuité de ce conditionnement idéologique essentiel pour la bourgeoisie et dont la gauche est traditionnellement chargée.

(2) Voir nos articles consacrés à mai 1968, notamment "Le prolétariat ressurgit comme seule classe révolutionnaire de la société" (RI n° 279, mai 1998) et "Il y a 30 ans, la reprise historique des combats du prolétariat mondial" (RI n° 281, juillet-août 1998).

(3) Accessoirement, cette propagande, désormais ciblée "contre le pouvoir des monopoles", permet aussi au PCF de ne pas attaquer de front De Gaulle et le gaullisme avant mai 68 dont l'URSS même dans l'ère post-khrouchchévienne continue à encourager le maintien au pouvoir, assurant ainsi la stabilité des "liens franco-soviétiques" face aux Etats-Unis.

(4) Selon Lénine (qui ne faisait que reprendre la thèse erronée d'Hilferding sur le développement du capital financier), ces monopoles capitalistes d'Etat seraient le produit d'une fusion ou d'une interpénétration des secteurs bancaires et industriels permettant une concentration de la production au sein de l'Etat. Il fonde d'ailleurs sur l'édification de cette oligarchie financière une théorisation de l'impérialisme "stade ultime" du développement du capitalisme. Mais jamais Lénine n'a prétendu comme les stalinien que ce stade de concentration du capitalisme était le moins du monde "progressiste" et qu'il suffisait d'exproprier cette oligarchie pour réaliser du "socialisme", faisant l'économie de la destruction révolutionnaire des rapports de production capitalistes par la classe ouvrière.

MULTIPLICATION DES CONFLITS DANS LE MONDE

La guerre et le chaos sont des produits du capitalisme pourrissant

L'accélération des tensions guerrières, l'été dernier, avec les attentats sanglants à Nairobi et à Dar es Salaam, suivis des bombardements meurtriers américains de "représailles" au Soudan et en Afghanistan, s'est, depuis, pleinement confirmé. De l'Ulster à l'Asie du Sud-Est en passant par les Balkans, de l'Afrique noire au Moyen-Orient, on a assisté à de nouveaux carnages, à la prolifération des foyers de guerres. Les zones qui échappent à cette folie meurtrière, au déchaînement du chaos et de la barbarie sont de plus en plus réduites.

Le déchaînement de la barbarie guerrière dans le monde

C'est tout le continent africain qui se retrouve aujourd'hui à feu et à sang. A peine les massacres se sont-ils ralentis après la curée impérialiste en République Démocratique du Congo, qu'on assiste à l'intervention armée de l'Afrique du Sud assistée par le Botswana pour

une opération de "maintien de l'ordre" au Lesotho. Alors que les plaies des affrontements guerriers au Rwanda, au Burundi, au Congo-Brazzaville, ou entre l'Ethiopie et l'Erythrée, ne sont pas encore refermées, d'anciens brasiers sont en train de se rallumer comme au Libéria, en Sierra-Leone, en Guinée-Bissau, en Casamance ou au Sahara occidental, tandis qu'avec la poursuite de la guérilla, une bonne partie du Soudan continue de s'enfoncer dans l'horreur. En Algérie, où toute la population est contrainte de vivre dans un état de terreur permanente, malgré l'annonce du départ prochain de Zéroual, les pires massacres quotidiens continuent.

Au Moyen-Orient, non seulement les illusions sur les "accords de paix" se sont évanouies face à la multiplication des escarmouches, des fusillades, des attentats, que ce soit dans les territoires occupés, dans le micro-Etat palestinien ou en Israël même, mais les foyers de tension s'élargissent. De la poursuite de la guérilla afghane en passant par la

lutte pour le pouvoir entre ayatollahs, jusqu'au conflit désormais ouvert entre fractions islamistes fanatisées, entre l'Iran et l'Afghanistan des Taliban, sans compter la menace constante d'attentats en Egypte comme au Yémen, c'est toute la région qui continue d'être une véritable poudrière. C'est aussi tout le monde arabe qui risque de s'embraser.

Alors que le subcontinent indien est dominé depuis juin dernier par la rivalité impérialiste entre l'Inde et le Pakistan et leur course effrénée à l'arme nucléaire qui font peser un risque réel de guerre à coups de bombes atomiques, l'Asie du Sud-Est est à son tour en passe d'être contaminée à nouveau par un déferlement d'horreurs guerrières. Le Cambodge est d'ores et déjà en proie à une déstabilisation grandissante à travers les luttes de cliques armées, tandis que l'état de décomposition avancée de la Corée du Nord est tel que son gouvernement se met à lancer des missiles au-dessus du Japon.

Dans les Balkans, la fin des accords "de paix" de Dayton est ponctuée par la crise au Kosovo, nouvel épisode de la sordide foire d'empoigne opposant entre eux le "club des cinq" : Allemagne, Etats-Unis, Russie, Grande-Bretagne, France. Si la Serbie, soutenue par son allié traditionnel qu'est la Russie et, toujours en sous-main par la France, semble avoir marqué des points décisifs contre l'armée de libération du Kosovo, au prix de nouveaux massacres et d'une nouvelle "purification ethnique", elle s'est tout de même opposée à des kosovars bien armés et pleinement soutenus par l'Allemagne. D'ores et déjà, cette situation a réveillé les troubles en Albanie, l'ex-président Berisha exploitant l'agitation nationaliste et le mécontentement populaire pour tenter de revenir au pouvoir. De même, d'autres puissances régionales comme la Grèce, à travers la Macédoine, ou la Turquie sont à leur tour de plus en plus tentées d'intervenir directement pour défendre leurs propres intérêts impérialistes dans l'ex-fédération yougoslave.

La propagation accélérée du chaos en Russie, l'état de déliquescence de son armée et la dissémination des armes de toute nature à travers son empire éclaté, affecte à nouveau le Caucase et les territoires d'Asie Centrale où les vieilles rivalités nationalistes resurgissent.

L'Europe occidentale n'est même pas épargnée. Le carnage provoqué par la bombe d'Omagh est venu rapidement balayer les illusions sur "la paix" en Ulster et démentir les lénifiants discours officiels sur le règlement de la question irlandaise (voir RI n° 282).

A travers ce seul tableau, la réalité qui saute aux yeux, c'est que l'humanité s'enfonce aujourd'hui dans le chaos et la barbarie guerrière.

La décomposition de la société capitaliste à l'oeuvre

Non seulement on assiste à la multiplication simultanée des foyers de guerre et à leur extension à des zones jusque là relativement épargnées, mais à un enlèvement, à un véritable pourrissement sur pied des conflits. De l'ex-Zaïre à toute la région des grands lacs africains, de l'Ulster au Moyen-Orient en passant par l'ex-Yougoslavie, tous les supposés compromis, règlements "pacifiques", trêves ou "accords de paix" ne débouchent que sur de nouveaux affrontements encore plus sanglants. De même, on les voit resurgir là où, il y a encore quelques mois, on pouvait croire que les cicatrices s'étaient refermées, comme au Cambodge ou en Afghanistan. Même là où le rapport de forces semblait conférer un avantage militaire et impérialiste déterminant, ou asseoir durablement une autorité politique, ce contrôle est en permanence remis en question par l'intervention d'autres puissances. Quant aux alliances impérialistes, elles n'offrent plus la moindre garantie de stabilité. Ainsi, un Etat comme l'Angola s'est trouvé en moins de deux ans tour à tour allié des Etats-Unis face à la France au Rwanda et au Zaïre, soutien de la France à Brazzaville, puis faire cavalier seul pour restaurer l'autorité de Kabila, à la fois face à la France et aux Etats-Unis. Le Pakistan, naguère fidèle pion des Etats-Unis en Asie, défie aujourd'hui son autorité. Il y a peu de temps encore, le gouvernement américain était qualifié

de "grand Satan" par le régime iranien, alors qu'il se laisse maintenant complaisamment courtiser par lui, et qu'à l'inverse, les Taliban afghans qui bénéficiaient de l'appui économique et militaire des Etats-Unis, sont désormais dénoncés par eux comme des piliers du terrorisme islamiste.

Car, contrairement à tout ce que nous racontent les médias bourgeois, ce n'est pas seulement lorsque les missiles de l'US Navy explosent que les grandes puissances capitalistes sont impliquées. C'est bel et bien le sordide affrontement impérialiste des bourgeoisies européennes et américaines, par populations locales interposées, qui porte la responsabilité majeure partie dans les conflits qui font rage dans toutes les parties du monde.

La disparition des deux blocs impérialistes issus des accords de Yalta a ouvert la porte au déchaînement de toute une série de rivalités et a aiguisé de nouveaux appétits impérialistes régionaux. Du fait de la disparition de la discipline imposée par la présence des blocs, l'intervention des grandes puissances n'a fait que s'intensifier. La seule réponse de toute bourgeoisie nationale à cette situation pour la défense de ses intérêts impérialistes est une réponse militaire qui ne peut que jeter de l'huile sur le feu, accroître le chaos mondial et accélérer considérablement la dynamique dominante du "chacun pour soi". Ainsi, exemple le plus édifiant, les Etats-Unis, pour chercher à préserver leur rôle de gendarme du monde face à un désordre grandissant, n'ont d'autre recours, à travers leur suprématie sur le terrain militaire, que d'utiliser de plus en plus la force de leurs armes.

Voilà bien la seule perspective que peut offrir le capitalisme agonisant. Les convulsions impérialistes qui assaillent le monde contribuent à accentuer le chaos général dans lequel s'enfonce la société capitaliste. Comme nous l'écrivions dans la "Résolution sur la situation internationale" adoptée par le 12e congrès du CCI, "ce chaos général, avec son cortège de conflits sanglants, de massacres, de famines, et plus généralement, la décomposition qui envahit tous les domaines de la société et qui risque, à terme, de l'anéantir, trouve son aliment principal dans l'impasse totale dans laquelle se trouve l'économie capitaliste" (Revue Internationale, n°90, 3e trimestre 1997). Et cela, ce sont des fractions de plus en plus larges de la population de la planète, prises comme otages des rivalités impérialistes entre les Etats, qui le paient de leur vie.

CWH

Lisez notre brochure :

LA DECADENCE DU CAPITALISME



courant communiste international
Période de 1921 à 1991

RUSSIE

(SUITE DE LA PAGE 2)

rythme des "réformes" et de la "libéralisation de l'économie" !

Mais de l'autre, pour les prolétaires qui trouveraient le mensonge du "manque de capitalisme" par trop grossier et pour saper la réflexion dans leurs rangs, la gauche de la bourgeoisie, soutenue par les trotskistes et autres nostalgiques "critiques" de l'URSS stalinienne, a une autre "explication" à fournir : la crise en Russie, c'est l'excès de capitalisme, de "libéralisme" et de "marchés", il faudrait "étatiser". Pour ces derniers, afin de faire croire aux ouvriers qu'il y aurait eu quelque chose à défendre d'anti-capitaliste en Russie, l'économie russe se serait "noyée" dans le capitalisme, elle aurait été "pillée" par la "restauration des marchés".

Contre tous ces menteurs appointés, il faut être clair ; que ce soit avant comme après 1989, que ce soit de l'ex-URSS ou de la Russie actuelle, il s'agissait du même système capitaliste. La crise actuelle, ce n'est ni trop ni pas assez de capitalisme ; comme dans les pays du Sud-Est asiatique et d'Amérique du Sud, comme dans les pays développés, c'est la même crise capitaliste dans toute sa violence et toute sa nudité. Et, à l'instar de ce qui se passe dans les pays développés, il n'y a pas de solution à la faillite du capitalisme, que l'économie soit plus libéralisée ou plus étatisée !

Un Etat en pleine décomposition

Que ce soit au niveau politique comme au niveau économique ou militaire, c'est le chaos qui domine ; rien ni personne ne caractérise mieux la décomposition de la société et de l'Etat russe que son président Eltsine. Comme à l'époque stalinienne, les luttes de cliques et de clans familiaux, typiques d'un monde à l'agonie, forment le quotidien du pouvoir central et lui donnent sa ligne de conduite, c'est-à-dire la crise politique permanente. La renomination de Tchernomyrdine, puis son éviction pour le "communiste" Primakov, sous les yeux d'une bourgeoisie occidentale qui

ne peut que subir ces oscillations, illustre à l'évidence l'inexistence d'une direction politique et l'incertitude totale qui "mène" le gouvernement.

Il est clair que ce dernier n'a plus aucune crédibilité et une marge de manoeuvre quasi-inexistante, au point que de nombreuses régions menacent de battre leur propre monnaie. En revanche, les cliques mafieuses se développent à une vitesse accélérée, se livrent à des luttes d'influence ouvertes qui s'expriment au sommet de l'Etat. Les assassinats de responsables politiques, de chefs d'entreprises, etc., ne se comptent plus, symptômes permanents de la voie ouverte à un désordre de plus en plus incontrôlable, alimenté par les luttes intestines entre mafieux à la Ziouganov, Lebed ou Loujkov.

Le contexte de décomposition est tel que la succession au trône du "tsar" Eltsine, lui-même parrain notoire, ne présente plus rien de "politique", mais ne sera que le résultat d'une lutte de cliques digne de la guerre des gangs. Le soutien des occidentaux à cette planche pourrie que représente Eltsine s'explique avant tout d'ailleurs par la capacité, même vacillante, de ce dernier à contenir toutes ces tendances profondément centrifuges.

Car, si la situation économique vient porter un nouveau coup sévère à l'économie mondiale, c'est bien plus la réapparition du spectre de l'éclatement d'une fédération de Russie craquant comme du bois mort qui les effraye. La constitution de la CEI, réalisée au lendemain de la dislocation de l'URSS et saluée par la bourgeoisie occidentale, avait eu pour but en particulier de limiter les risques de dérapage dans le domaine nucléaire. Ceux-ci reviennent donc avec force à la face du monde capitaliste.

Ce danger majeur de la perte de contrôle des armes nucléaires disséminées un peu partout représente de plus un puissant moyen de chantage pour les cliques et les potentats locaux qui conduisent des politiques de plus en plus indépendantes de Moscou. Et ce risque est encore aggravé par la pratique généralisée de la part des gouverneurs de

région de payer eux-mêmes et d'entraîner les contingents de l'armée russe présents sur leur territoire. Il s'agit là de la constitution pure et simple de véritables milices à leur botte, échappant ainsi au contrôle de Moscou qui ne verse de toute façon plus les soldes depuis des mois à des soldats auxquels il est officiellement conseillé de chasser et de ramasser des champignons pour se nourrir !

Dans un tel contexte, il est extrêmement difficile pour le prolétariat en Russie de développer ses luttes de façon massive et surtout consciente afin de s'opposer aux attaques violentes dont il est l'objet, comme de venir porter une lumière d'espoir dans cette situation de chaos. Il est clair que, malgré sa combativité et sa ténacité exemplaires dans l'histoire, les conditions dans lesquelles il se trouve sont loin d'être propices à une telle possibilité. Car il subit de plein fouet le marasme de la décomposition capitaliste qui atteint des sommets dans cette région du monde. Le risque auquel il est confronté aujourd'hui est celui de se trouver entraîné hors de son terrain de classe dans des actions désespérées comme des émeutes massives de la faim qui, bien que légitimes devant la situation d'horreur qui l'attend, recouvrent le risque de lui faire perdre, même momentanément, son identité de classe. Un autre danger est aussi qu'il serve dans certaines situations de masse de manoeuvre voire de chair à canon pour l'intérêt d'un des multiples camps qui s'opposent dans le pays.

Aussi, il est plus que jamais de la responsabilité du prolétariat des pays centraux du capitalisme de montrer la voie et de redonner confiance à leurs frères de classe, en Russie comme partout dans le monde, en développant des luttes résolues contre toutes les attaques capitalistes. Il s'agit d'une nécessité et d'une condition vitales pour le futur de la lutte de classe internationale du prolétariat et de l'humanité.

KW (24 septembre)

"AFFAIRE CLINTON"

Des règlements de compte aux relents de décomposition

A l'image de leurs collègues du monde entier, les médias en France n'ont évidemment pas manqué de nous abreuer des rebondissements scabreux de l'affaire Lewinsky. Même si cela ne passionne pas les foules, c'est un moyen d'occuper le devant de la scène en faisant diversion à des problèmes de fond de la société, tels que ceux posés par la progression de la récession mondiale.

De plus, le capital français n'aurait évidemment pas manqué cette "occasion en or" pour, une fois de plus, susciter dans la population un sentiment anti-américain. Le puritanisme exacerbé au nom duquel est menée la croisade contre Clinton, la perversité notoire des inquisitions du procureur Starr, ne sont pas seulement utilisés pour railler les institutions du grand rival yankee. Ils servent aussi à dénigrer la population américaine tout en flattant le sentiment nationaliste, étant bien entendu qu'en France "cela ne marcherait pas" car "on ne se laisse pas influencer par tant d'hypocrisie et des arguments en dessous de la ceinture".

En fait, outre-Atlantique, le désintérêt ou l'écoeurement de la grande majorité de la population vis-à-vis de l'affaire Lewinsky sont au moins aussi importants que dans l'hexagone. Là-bas aussi elle sert, de façon évidente, de moyen de diversion notamment pour éviter une certaine polarisation sur le développement des conflits sociaux.

Cependant, même si cette affaire est utilisée à cette fin, ce n'est pas ce qui la détermine. En effet, certains secteurs de la bourgeoisie américaine, rendant Clinton responsable du recul du leadership américain dans l'arène impérialiste mondiale, ont utilisé les faiblesses et imprudences du président pour tenter de le contraindre à démissionner.

Pour la bourgeoisie de la première puissance mondiale, la question de la défense de ses intérêts impérialistes est considérée à juste titre comme étant de la plus haute importance. Ainsi a-t-elle valu à Bush de ne pas se faire réélire en 1992, malgré le succès de la guerre du Golfe. En effet, il lui était alors reproché de n'avoir pas été capable de poursuivre victorieusement l'offensive américaine face à la contestation du leadership des Etats-Unis par leurs anciens alliés du bloc occidental, responsables entre autres de l'incapacité de l'impérialisme américain à prendre pied en Yougoslavie. Clinton, lui, est parvenu à imposer la "pax americana" dans cette région du monde, déjouant pour cela les chausse-trappes de l'Allemagne, de la France et de l'Angleterre qui s'y opposaient. Néanmoins, il n'a pas réussi à endiguer le développement croissant de la contestation du lea-

dership américain. Au contraire, celle-ci, sous son mandat, a pris des proportions telles que, par exemple, Israël, qui pourtant par le passé avait fait preuve d'une soumission sans faille à la politique de Washington, se permet aujourd'hui de mener sa propre politique. Ainsi, le contrôle par les Etats-Unis de certaines zones du monde, parmi les plus stratégiques comme le Moyen-Orient, n'a pas cessé de s'éroder.

Le problème pour la bourgeoisie américaine, c'est que, contrairement à ce qu'en pensent ses fractions à l'origine du Monicagate, ses affaires ne s'amélioreront pas en remplaçant Clinton par un autre, dans la mesure où il n'existe fondamentalement pas de politique impérialiste de rechange à celle du président en place. En effet, l'impérialisme américain se débat dans une contradiction insoluble à l'origine de son déclin. Avec l'effondrement du bloc russe disparaissait aussi la menace venue de l'Est qui avait jusqu'alors permis la cohésion du bloc occidental et la soumission de ses Etats membres à la tête de bloc. Il ne restait plus alors aux Etats-Unis, pour affirmer leur leadership mondial, que la menace et l'emploi de leur très grande suprématie militaire. Si cette carte fut utilisée avec succès lors de la guerre du Golfe, elle a démontré par la suite toutes ses limites. En effet, à chaque fois, elle suscitait en retour un élargissement et un approfondissement de l'hostilité à l'encontre du gendarme mondial. Mais, d'un autre côté, celui-ci ne pouvait y renoncer sous peine d'ouvrir toute grande la porte aux appétits impérialistes concurrents que plus rien alors n'arrêterait. Clinton maintenu ou son successeur seront donc contraints de poursuivre en politique extérieure une difficile navigation à vue entre des contraintes inconciliables.

Nixon, en 1974, s'était fait lui aussi éjecter pour des raisons de politique extérieure (1) par la mise en avant d'une affaire, le Watergate, mettant au grand jour ses sombres machinations au sein de l'appareil d'Etat visant à discréditer ses adversaires politiques. Sa démission ne fut pas l'objet d'une révision de la politique qu'il avait initiée consistant à intégrer la Chine au bloc occidental. Mais, alors que le Watergate avait renforcé les institutions au nom de la nécessaire transparence de leur fonctionnement et de la moralité politique, aujourd'hui, le Monicagate ne fait au contraire que les déconsidérer. En effet, loin de pouvoir dissimuler les luttes intestines entre fractions de la bourgeoisie derrière ce paravent hypocrite, il ne fait qu'étaler au grand jour la bassesse, la mesquinerie, la perversité et la frivolité de la "classe politique".

(SUITE PAGE 6)

DOPAGE

Une campagne d'intoxication idéologique

A l'overdose d'euphorie abrutissante et au déchaînement d'hystérie nationaliste du Mondial de football (voir *RI* n°282, septembre 1998) avait immédiatement succédé le prétendu "honteux scandale" des trafics de dopage sur le Tour de France cycliste. Dans les deux événements, les médias assumaient la même fonction : celle de faire un écran de fumée en polarisant l'attention sur des événements sportifs ou para-sportifs faisant office, comme naguère la religion, "d'opium du peuple". Pendant que, l'été dernier, les prolétaires avaient l'oeil rivé sur leurs récepteurs de télévision pour suivre les matches, les courses, les faux-débats sur le doping ou les péripéties judiciaires accompagnant les compétitions à la "une" de l'actualité, le gouvernement faisait passer dans leur dos un maximum d'attaques antiouvrières.

Aujourd'hui encore, il n'est pratiquement pas de jour sans qu'un nouvel épisode du dopage sportif ne vienne défrayer la chronique. Hors même les rebondissements du feuilleton qui se poursuit d'une épreuve à l'autre dans le milieu cycliste, aucune discipline n'est épargnée. La liste de la "découverte" de nouveaux "cas" serait trop longue, du judo à la natation, du base-ball au football (à peine retombée la "surmédiation" du Mondial), en passant par le récent décès plus que suspect d'une championne d'athlétisme de 38 ans qui avait pulvérisé deux records mondiaux il y a dix ans.

La compétition sportive est l'apologie de la concurrence et de la guerre qui sont le mode de vie permanent du capitalisme. En mettant en jeu des intérêts financiers de plus en plus énormes, le système exige toujours plus des sportifs : toujours plus vite, plus fort, avec la complicité active des

sponsors, des organisateurs, du corps médical et des médias. Faute de résultats, le sportif "professionnel" n'est pas sélectionné et, en fin d'année, ne retrouve pas d'employeur. C'est pourquoi on en arrive à des sportifs dopés dix à onze mois par an, prématurément usés et détruits, jouant en permanence avec leur vie. C'est précisément parce que les compétitions sportives jouent un rôle idéologique de premier plan, pour anesthésier et, au besoin, détourner comme on l'a vu avec le récent Mondial la prise de conscience des prolétaires, que la bourgeoisie les privilégie tant aujourd'hui. Et c'est parce que les "affaires de dopage" devenaient trop nombreuses et trop voyantes, risquant de discréditer l'image du sport (et surtout d'endommager cette précieuse fonction idéologique) qu'elle a décidé de "crever l'abcès", selon les propres déclarations des médias.

La bourgeoisie se fout bien de la santé des sportifs. L'objectif essentiel de cette campagne n'est nullement d'éradiquer la pratique du dopage mais, au contraire, de prendre en charge et de faire passer la nécessité du dopage dans le sport sous le contrôle centralisé de l'Etat, bref, de la "légaliser". Ceci afin de tenter de mettre un terme à une pratique anarchique laissée "aux soins" des équipes ou des coureurs eux-mêmes. Les "pseudo-solutions" proposées ne sont donc qu'une nouvelle fumisterie destinée à mieux masquer la poursuite et l'intensification du dopage. Pour le cyclisme par exemple, il s'agit d'uniformiser et d'instaurer un suivi médical régulier des coureurs alors que ce sont déjà précisément les médecins au service des équipes ou des organisateurs qui couvraient le dopage !

Dans le prolongement des campagnes pour pousser les populations derrière l'Etat démocratique et "citoyen", sur le modèle de l'opération "mains propres" en Italie, la bourgeoisie cherche précisément à semer des illusions sur la possibilité de pratique de compétitions sportives propres, saines et loyales. Elle veut faire croire que l'Etat "démocratique" cherche à assainir le "milieu" du vélo comme du sport en général.

Or, si ce "milieu" est devenu mafieux, c'est parce qu'il est un pur produit du capitalisme. Comme le disait un coureur, c'est un cirque où, non content d'exploiter les prolétaires du sport comme du bétail et des cobayes pour les besoins de la cause, on les fait passer pour des narco-trafiquants. Le réel message de cet Etat "démocratique", c'est celui délivré par l'intervention des forces de police dans les hôtels, fouillant les chambres et les poubelles, soumettant les coureurs à un interrogatoire poussé jusqu'à la fouille au corps. Un maximum de publicité a été ainsi donné à cette entreprise d'intoxication : il n'y a plus de domaine protégé et personne n'est "au-dessus" des lois, de la police et de la justice de l'Etat. Il s'agit donc d'habituer les populations à ce que l'intervention des forces de police et les méthodes de perquisition et de répression soient considérées comme "normales" dans n'importe quelles circonstances : en compétition, à domicile, sur les stades, dans le métro, dans les lieux publics, dans les manifestations de rue.

C'est ainsi que la classe dominante utilise encore une fois sa propre pourriture pour en retourner les effets à son profit sur un terrain idéologique.

CB

LA REALITE DE L'AUSTERITE DE GAUCHE

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

lancées par Juppé, et qui n'avaient, de fait, pas été réellement mises en place, vont désormais prendre corps. Evidemment, le gouvernement se défend de "faire du Juppé", en arguant que les mesures de rétorsion contre les médecins "trop dépensiers" ne seront "qu'exceptionnelles"... puisqu'elles ne s'appliqueront qu'au cas où le fameux trou de la sécu se creuserait à nouveau, autrement dit si les praticiens échouent à serrer "spontanément" la vis ! On appréciera la nuance ! Le résultat est évidemment le même pour les prolétaires : des conditions de soins qui vont continuer à se dégrader pour motif d'austérité budgétaire. On nous enrobe le tout de grandes phrases sur une médecine "plus efficace" et de "meilleure qualité", alors qu'ils s'agit purement et simplement de faire des économies. Il en est de même avec la mise en place de l'informatisation de la santé qui, au nom d'un "meilleur suivi médical" va voir se systématiser l'utilisation du carnet de santé créé par Juppé. En fait, il s'agit bel et bien de préparer le terrain pour excludre de la protection sociale le recours à plusieurs avis médicaux ou à des examens complémentaires, sous le prétexte qu'ils seraient "superflus" selon une norme qu'il suffira de rendre de plus en plus restrictive. Ceux qui voudront s'offrir ce "luxe" n'auront plus qu'à le faire à leurs frais !

Mais c'est encore sur la réforme des hôpitaux que le discours de la gauche est le

plus répugnant. Avec un cynisme sans bornes, la gauche justifie fermetures, à tour de bras, de lits, de services et même d'hôpitaux entiers, en se cachant encore une fois derrière le prétexte de la "qualité des soins". La vérité, c'est qu'il s'agit non seulement de réduire les hospitalisations, mais aussi de serrer la vis sur l'ensemble des frais hospitaliers, y compris en termes de personnel. Comme par hasard, le gouvernement a annoncé cet été des mesures d'encouragement au départ volontaire pour les agents hospitaliers (et même pour l'ensemble de la Fonction publique). On voit bien ce que cela prépare : tous ceux qui accepteront de démissionner seront autant de moins à licencier demain quand le langage de vérité reprendra ses droits. Là encore, le gouvernement ne fait qu'appliquer le plan Juppé, mais à la façon de la gauche, c'est-à-dire en l'enrobant de grands discours pseudo-humanistes !

Dans le même ordre d'idée, ce n'est probablement pas par hasard si surgit depuis cet été toute une campagne médiatique sur la question de l'euthanasie. Ce grand "débat éthique" n'est pas innocent. Tout doucement, on est en train de nous conditionner à considérer, qu'après tout, à quoi bon soigner ceux qui vont mourir ou qui sont jugés incurables (tels, par exemple, certains malades mentaux) ? Pour le capitalisme, la vie humaine n'a jamais eu d'autre valeur que le surtravail qu'on peut lui extorquer et ceux qui ne sont plus

capables de fournir de la plus-value ne sont qu'autant de "bouches inutiles". Mais ce qui est nouveau, dans ce système qui s'enfonce aujourd'hui dans la décomposition, c'est qu'on commence à nous le dire ouvertement : le combat pour la vie est illusoire et "inutile", ce serait de "l'acharnement thérapeutique" ! Attaquons-nous donc au "coûteux" acharnement à vivre des prolétaires usés par le travail, cela libérera des lits d'hôpitaux !

Ce qui se met en place aujourd'hui se fait non seulement sous le couvert de "l'orientation sociale" de la gauche, mais aussi sous celui de la "bonne santé de l'économie française" qui, paraît-il, aurait justement permis au gouvernement d'être "plus social". Mais il est clair que toute la satisfaction affichée par la bourgeoisie française sur la bonne tenue de la "croissance" hexagonale, dans un monde qui plonge dans la récession à vitesse grand V, ne vise qu'à nous camoufler la gravité de la situation. Demain, lorsque la violence de la nouvelle récession atteindra de plein fouet la France, tout ce discours "social" passera à la trappe et, au nom du "ralentissement économique", ces messieurs n'auront plus qu'à donner un grand coup d'accélérateur. Car les mesures actuelles sont aussi autant de moyens que se donne le gouvernement pour frapper plus vite et plus fort demain, qu'il s'agisse de la santé, de la Fonction publique ou des 35 heures.

PE (25 septembre)

ATTAQUES DES AMIS DE L'AVENTURIER JJ CONTRE LE MILIEU REVOLUTIONNAIRE

Le parasitisme accouche d'une piteuse contribution anti-CCI

Dans les colonnes de notre journal (1), nous avons rendu compte de l'exclusion pour "comportements indignes d'un militant communiste" de l'élément JJ lors du 12e congrès du CCI (printemps 1995). Le combat mené par notre organisation depuis la fin 1993 pour assainir son tissu organisationnel avait permis de mettre en évidence toute une série d'agissements destructeurs de la part de cet élément, notamment sa tentative de constituer au sein du CCI une sorte de réseau secret de passionnés de l'ésotérisme.

Un an après son exclusion, nous devons déplorer la démission d'un militant de longue date de notre organisation, RV, qui avait brandi le drapeau de la défense de JJ injustement traité à ses yeux par le CCI. Près d'un an après sa "rupture", RV a rédigé un texte dans lequel il déverse tous ses griefs contre notre organisation à la fondation de laquelle il avait participé activement à la fin des années 60 et au début des années 70. A l'automne 1997, le CCI a publié ce texte accompagné de notre réponse dans la première partie d'une brochure intitulée "La prétendue paranoïa du CCI". Dans ce document, nous essayons de donner les causes de la désertion de RV et de sa sous-estima-

tion incroyable de la gravité des agissements de JJ. Nous y mettons en évidence qu'une des raisons de son incapacité à prendre ses distances avec JJ est constituée par l'action de SK, sa compagne actuelle, qui est aussi l'ancienne compagne de JJ dont elle est restée de tout temps une "inconditionnelle". Dans le Tome 2 de notre brochure, nous publions une synthèse des éléments qui ont conduit le CCI à envisager, à la fin 1995, que JJ soit un agent d'une officine de l'Etat. Nous n'avions pas fait connaître cette hypothèse à l'extérieur du CCI jusqu'à la fin 1997 car nous estimions que les données que nous avions déjà publiées sur son compte étaient suffisantes pour l'empêcher de poursuivre son sale travail auprès des éléments et des groupes du milieu politique prolétarien. Cependant, le texte de RV s'appuyait sur cette hypothèse du CCI pour "démontrer" la prétendue "paranoïa" de celui-ci. Nous étions alors contraints de démontrer qu'une telle hypothèse n'était nullement le produit d'un esprit malade mais se fondait sur toute une série d'éléments objectifs effectivement troublants.

A la suite de la publication de cette brochure, nous n'avons eu aucune réponse ni de RV, ni de JJ. En revanche, c'est SK qui aujourd'hui se propose de faire une telle réponse en faisant circuler un texte intitulé élégamment "Le CCI a pété les plombs".

Le texte de SK ne mérite pas qu'on s'y penche longuement et il nous semble sans intérêt de réfuter un à un chacun de ses "arguments". Nous nous contenterons de relever quelques perles qui illustrent ce que nous disons déjà de la démarche et de la personnalité politiques de SK dans les documents que nous avons publiés.

Une des caractéristiques du texte de SK, c'est la haine aveugle qui l'inspire. SK ne fait pas dans la nuance, ne se rendant pas compte que l'excès même des termes qu'elle emploie détruit la crédibilité de ses accusations. Qui, à part ceux que la rage petite-bourgeoise ou la peur de la révolution ont dressés contre notre organisation, peut sérieusement croire les affirmations suivantes ?

On ne saurait limiter la "contribution" du texte de SK à la mise en évidence de son hystérie parasitaire contre le CCI. En fait, on trouve dans ce texte quelques monuments de ce que le CCI avait pu constater concernant ses comportements lorsqu'elle était membre de l'organisation : une insondable mauvaise foi et une propension à mentir avec le plus grand aplomb. Nous n'en donnerons qu'un exemple en laissant encore la parole à SK :

"En accusant sa mère [de JJ] de travailler pour les services secrets, le CCI s'enfonce davantage. Il plonge dans le roman noir pour asseoir ses infamies. Comme dans toute pensée totalitaire, où même les mots sont mis en uniforme, le CCI est convaincu que plus c'est gros, plus ça a des chances de passer. Bien que nous ayons déjà vu que la dignité n'est pas une spécialité du CCI, ne faut-il pas que sa hargne soit désespérée pour diffamer publiquement, en

"... l'unique moyen de vaincre se réduisait [pour le CCI] à ne voir qu'une seule tête, où seul l'accord à plus de 120 ou 150% était valorisé et le moindre clignement de sourcils dénoncé comme une manifestation du mal, le CCI transformait ses militants en de pauvres moines soldats..."

"... la putréfaction sans fond de la vision malade du CCI..."

"Avec ce débat, le CCI s'est métamorphosé en une machine à broyer les militants, en un Moloch qui mange ses propres enfants".

Les accusations de SK n'ont même pas le mérite de l'originalité. Sur un ton encore plus hystérique, elles sont exactement du même tonneau que celles de la "tendance" qui s'était formée et avait quitté le CCI en 1981 sous la conduite de Chénier, un individu louche qui, quelques mois après son exclusion, commençait une carrière dans le syndicalisme et le parti socialiste. Elles sont une copie conforme de celles proférées par le Communist Bulletin Group, un groupe parasitaire qui s'était formé en Grande-Bretagne avec des démissionnaires de 1981, et dont la première action d'éclat avait consisté à voler le matériel et l'argent du CCI. Elles ressemblent à s'y méprendre aux accusations d'un autre groupe parasite, "Perspective Internationaliste", dont les membres ont quitté notre organisation en 1985 (tout en prétendant qu'ils en avaient été exclus) fondamentalement parce que leur orgueil avait été blessé par les critiques qui avaient été faites à leurs positions. Dans tous les cas, on retrouve le même type de mensonge : le CCI serait affecté par une dégénérescence de type stalinien.

Ainsi, le texte de SK vient confirmer ce que nous avons déjà mis en évidence à propos du texte de RV : le cercle des amis de JJ participe à fond dans l'entreprise parasitaire qui vise à discréditer le CCI et plus généralement les groupes de la Gauche communiste. Une entreprise qui complète parfaitement les campagnes bourgeoises identifiant le communisme au stalinisme et présentant les groupes révolutionnaires comme des sectes.

Les mensonges de SK

usant de mensonges odieux, une personne que toute sa vie honore."

Nous retournons le compliment à SK : ce n'est pas le CCI qui affirme que la mère de JJ a travaillé (ou travaille) pour les services secrets, c'est celui que SK essaie de défendre dans son libelle : JJ lui-même (et c'est très clairement dit et démontré dans notre brochure). Tous les noms d'oiseau que nous adresse SK, c'est à JJ qu'il faut les réserver. Obnubilée par la volonté de défendre à tout prix l'honneur de JJ (que lui-même a renoncé à défendre parce qu'il sait que c'est "mission impossible"), SK fait flèche de tout bois sans se rendre compte qu'elle l'enfonce encore.

Mais cela vaut la peine de poursuivre dans l'argumentation de SK :

"Mais néanmoins, suivons l'hypothèse inepte et scandaleuse que JJ soit à proximité d'une personne appartenant à l'appareil policier de l'Etat. Ce

ne serait pas une première dans le mouvement ouvrier. Les exemples sont légions. Une cousine de Kroupskaïa, qu'elle fréquentait, travaillait bien au service des fiches du département de la police, on peut donc parler aussi ici, de proximité entre Kroupskaïa et l'appareil policier de l'Etat. Cela fait-il pour autant de cette dernière un agent provocateur ? Dans la négative, quelle serait alors la différence entre JJ et Kroupskaïa sinon le fait d'un a priori bien établi à l'encontre de JJ."

On se demande ce qui prime ici de la malhonnêteté ou de la bêtise.

Ce n'est pas la proximité en soi entre JJ et un agent de l'appareil policier de l'Etat qui a alerté le CCI, mais le fait que JJ ne nous ait fait la révélation des activités de sa mère qu'après vingt ans de présence dans le CCI. Personne dans son entourage, même conjugal, n'avait été mis au courant, bien qu'il ait essayé, après coup, de prétendre le contraire (ici il y a une contradiction entre JJ qui prétend avoir informé son ancienne compagne SK et cette dernière qui affirme, main sur le coeur, le contraire). En outre, cet élément vient couronner beaucoup d'autres à la charge de JJ.

Le comique involontaire de SK

Malgré les calomnies sans nom que son texte profère contre notre organisation, malgré son utilisation en grand du mensonge, il faut cependant lui reconnaître une vertu : celle du comique. Certains des passages du texte valent leur pesant de cacahuètes. Ainsi, voulant montrer qu'elle connaît Marx, SK paraphrase une de ses formules (tirée de sa critique de la religion) : "Avec la parution de la brochure intitulée La prétendue paranoïa du CCI... le CCI rendait notre honte encore plus honteuse en la livrant à la publicité." Ce faisant, SK ne se rend pas compte qu'elle avoue que la brochure du CCI n'a fait que dévoiler des faits dont elle aurait toutes les raisons d'avoir honte (si toutefois elle connaissait ce sentiment).

Un autre passage qui révèle les talents de SK pour le comique (involontaire) est celui où elle traite de la question du mode de vie. Dans sa brochure, le CCI avait mis en évidence les dégâts provoqués dans l'organisation, au début des années 80, par la théorisation et le prosélytisme par JJ (et SK) en faveur de la "famille élargie", d'une vie amoureuse faisant la critique du "couple monogamique". La réponse de SK vaut qu'on la reproduise. Après plusieurs références pédantes et hors de propos au marxisme (comme la différence entre unité et identité), elle nous assène : "Au début des années 80, en pleine récession économique mondiale alors que la lutte de classe explosait en Pologne, la vie sentimentale de nombreux militants connaît une série de bouleversements. Des couples se défont, d'autres se forment. Dans cette situation de désordre amoureux, la question de savoir si l'on pouvait assumer des relations amoureuses avec plus d'une personne à la fois, si notre mode de vie "familial" devait ou pouvait être différent de celui de la famille bourgeoise "monogame" classique se trouvait posée dans des rencontres informelles."

Aussi, on reste estomaqué par le culot de SK lorsqu'elle compare JJ à Kroupskaïa, la femme de Lénine, dont toute la vie militante a été exemplaire alors que JJ a été exclu du CCI pour comportements indignes d'un militant communiste et non à cause "d'un a priori bien établi à l'encontre de JJ". D'ailleurs, ce que SK "oublie" très opportunément de dire c'est qu'elle-même avait voté pour l'exclusion de JJ. A cette époque, le CCI était bien conscient que c'était un vote sans conviction (contrairement à celui de RV qui maintenant revient sur ses convictions d'alors) et avait dénoncé sa duplicité. Il faut à ce propos faire justice des affirmations de SK suivant lesquelles, dans le CCI, "seul l'accord à plus de 120 ou 150% était valorisé et le moindre clignement de sourcils dénoncé comme une manifestation du mal". Le CCI n'a jamais exigé de ses militants qu'ils soient d'accord avec les positions de l'organisation (en dehors de celles de sa plate-forme, évidemment). Ce qu'il combat impitoyablement, en revanche, ce sont les votes sans conviction et la dissimulation des désaccords, c'est-à-dire exactement ce qui a constitué l'attitude politique de SK au sein du CCI.

Evidemment, SK essaie de minimiser le caractère systématique des discussions de couloir dédiées au prosélytisme en faveur de "l'ouverture du couple". Mais là où elle fait vraiment fort, c'est lorsqu'elle établit un lien entre les formidables événements de cette époque à l'échelle internationale et ses petites histoires d'alcôve. Elle qui, lors d'une intervention au 10e Congrès de notre section en France, avait comparé ses comportements à ceux de Rosa Luxemburg, pourrait nous écrire une brochure sur le thème : "Crise, grève de masse et ... mon désordre amoureux".

Nous pourrions donner bien d'autres exemples de la hargne hystérique de SK, de sa formidable mauvaise foi, de même que de sa stupidité arrogante. Mais le personnage ne mérite pas que nous lui fassions un tel honneur. Nous nous contenterons de signaler qu'à la fin de son texte, en essayant de donner son explication à ce qu'elle appelle la "dégénérescence du CCI", SK affirme que "L'esprit pourri qui traverse les deux tomes de la brochure trouve sa base politique dans l'impuissance et le désarroi d'une situation sociale qui dépasse le CCI". C'est l'argument central du milieu parasitaire contre le CCI. SK n'est pas très originale. Pour elle, l'attitude du CCI "illustre un conservatisme peureux de la pensée et le contentement de sa médiocrité". SK est vraiment bien placée pour parler de "médiocrité". En tout cas, même si elle se propose "d'entreprendre une réflexion plus globale sur le problème posé par la distanciation du CCI du mouvement de l'histoire", nous n'attendons pas après elle pour "entrer en adéquation avec le mouvement de l'histoire" suivant ses propres termes.

CCI

(1) Voir les numéros 256, 264 et 269 de RI.

AFFAIRE CLINTON

(SUITE DE LA PAGE 5)

Sa manifestation traduit en premier lieu, au niveau de la sphère politique, l'impasse dans laquelle se trouve la première puissance mondiale sur le plan impérialiste.

Mais, de plus, on assiste à la perte de vue des intérêts généraux de la classe bourgeoise qui se manifeste chez certaines de ses fractions par l'obsession de "descendre" un des leurs, coûte que coûte et quelles qu'en soient les conséquences pour l'image de la démocratie. C'est finalement l'ensemble de la classe bourgeoise qui, malgré elle, est entraînée dans ce vaudeville décadent puisque, dans l'entourage du président, on commence à préparer des dossiers "chauds" sur certains de ses détracteurs, pour riposter à une éventuelle procédure de destitution. Le flot de pornographie aux relents de voyeurisme pervers qui, de façon délirante, a envahi les médias n'est pas sans rappeler des méthodes jusqu'alors réservées aux pays du tiers monde. Même si les Etats-Unis n'en sont évidemment pas descendus à ce niveau, cet épisode n'en constitue pas moins une perte de contrôle momentanée de la part de l'appareil politique de la bourgeoisie. Le Monicagate exprime donc aussi l'impact, sur l'appareil politique de la bourgeoisie, du phénomène de décomposition qui affecte l'ensemble de la société.

Bn.

(1) Selon certaines informations filtrant dans la presse, il semblerait que Nixon lui aussi ait été la victime d'une fraction de la bourgeoisie -en l'occurrence appartenant à l'appareil militaire- hostile à l'orientation politique de rapprochement avec la Chine dont il était le promoteur.

VIE DE L'ORGANISATION

PUBLICATIONS DU CCI

Ecrire les adresses comme suit, sans nom de la publication :

ACCION PROLETARIA

Apartado de Correos 258
Valencia 46080 - ESPAGNE

INTERNATIONALISME

BP 1134, 1000 Bruxelles 1 -
BELGIQUE

INTERNATIONALISM

P.O. Box 288 New York
N.Y. 10018-0288 - U.S.A.

INTERNACIONALISMO

Apartado 20674 Caracas 1020-A -
VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION

IR. Box 21106,
10031 Stockholm - SUEDE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE

CP 469, 80100 Napoli - ITALIE

WERELD REVOLUTIE

WR Postbus 11549
1001 GM Amsterdam - HOLLANDE

WORLD REVOLUTION

BM Box 869,
London WC1N 3XX -
GRANDE-BRETAGNE

WELTREVOLUTION

Postfach 410308 50863 Köln
ALLEMAGNE

WELTREVOLUTION

Postfach 2216
CH-8026 Zürich SUISSE

REVOLUCION MUNDIAL

Apdo. Post. 15-024, C.P. 02600
Distrito Federal, Mexico MEXIQUE.

COMMUNIST INTERNATIONALIST

(publication en langue Hindi)
POB 25, NIT, Faridabad 121 00,
HARYANA INDIA.

ABONNEMENTS

ABONNEMENT SIMPLE

(12 numéros du journal) : FRANCE :
100 F - ETRANGER : 100 F - PAR
AVION : 120 F

ABONNEMENT SIMPLE

(4 numéros de la Revue internationale) :
FRANCE : 75 F - ETRANGER : 75 F -
PAR AVION : 90 F

ABONNEMENT COUPLÉ

(journal + revue) : FRANCE : 170 F -
ETRANGER : 170 F - PAR AVION :
210 F

ABONNEMENT DIFFUSEUR

Aux lecteurs qui souhaitent diffuser notre
presse autour d'eux, nous proposons les
modalités suivantes :

-RI : abonnement à 3 : 240 F, à 5 : 400 F.

-Revue internationale : abonnement à
2 : 145 F, à 3 : 250 F.

Ecrivez-nous pour mettre au point
d'autres possibilités.

Versement par chèque bancaire
ou postal à l'ordre de RI -
CCP523544Y-Rouen, à adresser
à la boîte postale de RI :

RI - Mail Boxes 153
108, rue Damremont 75018 PARIS

REUNIONS PUBLIQUES ET PERMANENCES

La section du CCI en France organise régulièrement des
réunions publiques et des **permanences** dans plu-
sieurs villes.

Alors que dans les **réunions publiques**, les discussions
s'organisent autour d'un thème précis introduit par un
bref exposé de notre organisation, dans les **permanen-
ces**, le débat se développe à partir des questions et
préoccupations des participants (actualité, histoire du
mouvement ouvrier, approfondissement des positions
politiques...).

RÉUNIONS PUBLIQUES

EFFONDEMENTS MONÉTAIRES, RÉCESSION MONDIALE

Une seule réponse à la faillite du capitalisme : la lutte de classe

BORDEAUX : le samedi 24 octobre à 17h
"Café des Arts", 138, cours Victor Hugo.

LYON : le samedi 7 novembre à 15h
C.C.O. 39, rue G. Courteline, Villeurbanne
(bus 27, 37, 38, arrêt Antonins).

MARSEILLE : le samedi 7 novembre à 20h30.
Rendez-vous à partir de 20h15 à la sortie du
M° Chartreux.

NANTES : le samedi 17 octobre à 15 h
Salle de la Fraternité, 3 rue de l'Amiral-
Duchaffault (quartier Mellinet).

PARIS : le samedi 7 novembre à 17 h,
27, avenue de Choisy, M° Porte-de-Choisy.

TOULOUSE : le jeudi 23 octobre à 21 h.
Rendez-vous sur la place de l'église de la
Fourgnette, route de Seysses, Toulouse.

TOURS : le samedi 14 novembre à 15 h
9, place de la Tranchée (en haut de l'av. de
la Tranchée).

GRENOBLE

Permanence le samedi 17 octobre de 15 h à 18 h,
Brasserie "Le Savoie", av. Felix Violet (face à la gare).
Vente de la presse le samedi 17 octobre de 10h30 à 11h30
à l'angle des rues de Bonne et Blanchard.

LILLE

Permanence le samedi 17 octobre à 14 h 30 à la MNE. 23,
rue Gosselet.
Vente de la presse le dimanche 4 octobre et 8 novembre de
11h à 12h au marché de Wazemmes, rue des Sarrazins à
l'angle de la rue Racine ou de la rue du Marché.

LYON

Permanence le samedi 10 octobre de 15h à 18h et le samedi
7 novembre de 18h à 21h au C.C.O., 39, rue G. Courteline,
Villeurbanne (bus 27, 37, 38, arrêt Antonins).
Vente de la presse au métro Saxe-Gambetta, le 3^e vendredi
du mois de 17 h 15 à 18 h 15.

MARSEILLE

Permanence le vendredi 9 octobre, à partir de 18 h 30, au
buffet Cafeteria de la gare St Charles.
Vente de la presse les samedis 10 octobre et 7 novembre de
11h30 à 12h30, allée centrale du marché de la Plaine, face à
la rue Rey et à la rue St Michel (13006).

NANTES

Permanence le samedi 17 octobre, à 18h et le samedi 28
novembre à 17 h, à la salle de la Fraternité, 3 rue de l'Amiral-
Duchaffault (quartier Mellinet).

PARIS

Permanence les samedis 3 et 17 octobre, au 27, avenue de
Choisy, M° Porte-de-Choisy.
Vente de la presse au marché d'Aligre (place d'Aligre,
M° Ledru-Rollin), le 2^e dimanche du mois, de 11h45 à 13h.

ROUEN

Vente de la presse les dimanches 4 octobre et 8 novembre
de 11 h à 12 h, au marché le Clos St Marc (La Brocante).

TOULOUSE

Permanence les vendredis 9 octobre, 6 et 20 novembre à 18
h 30. Rendez-vous brasserie « Saint-Exupéry », avenue Saint-
Exupéry (près du pont des Demoiselles).
Vente de la presse les dimanches 11 et 25 octobre de 10h30
à 12h, au marché aux Puces (place St-Sernin), et le dimanche
18 octobre de 11h à 12h30 au marché aux légumes (Jeanne-
d'Arc.)

TOURS

Permanence le samedi 10 octobre à 17h et le samedi 14
novembre à 18h, 9 place de la Tranchée (en haut de l'avenue
de la Tranchée).
Vente de la presse le deuxième samedi du mois de 10h30 à
11h30, au marché de St-Pierre-Des-Corps, place de la Mairie.

BROCHURES DU CCI

La décadence du capitalisme

(15 F + frais d'envoi : France 8F / Etranger 18F).

Les syndicats contre la classe ouvrière

(15 F + 8 F/18F)

Nation ou classe

(15 F + 8 F/18F)

Le trotskysme contre la classe

ouvrière (30 F + 8 F/18F)

Plate-forme et Manifeste du C.C.I.

(15 F + 8F/18F)

Organisation communiste et conscience de classe

(25 F + 8 F/18F)

L'Etat dans la période de transi- tion

(20 F + 8 F/18F)

Bilan de la lutte des infirmières (octobre 88)

(10 F + 8 F/18F)

Guerre du Golfe

(15 F + 8 F/18F)

La Gauche communiste d'Italie

(80 F + 21F/33F)

La Gauche hollandaise

(120 F + 21 F/33F)

L'effondrement du stalinisme

(20 F + 8 F/18F)

La Révolution russe

(15 F + 8 F/18F)

Luttes dans la fonction publique de décembre 95

Une victoire pour les syndicats, une défaite pour la classe ouvrière

(20 F + 8 F/18F)

La prétendue "paranoïa" du CCI

(tomes I et II) (25 F et 40F + 8 F/18F)

Lisez la Revue Internationale

Courant Communiste International Revue Internationale/ 94

3eme trimestre 1998

15ff / 100 fb

Editorial
FACE À LA MISÈRE ET À LA BARBARIE, UNE
SEULE RÉPONSE, LA LUTTE INTERNATIONALE DU
PROLÉTARIAT
Euro
L'AIGUISSEMENT DES RIVALITÉS CAPITALISTES
13è Congrès de RI
RÉSOLUTION SUR LA SITUATION
INTERNATIONALE
Chine, maillon de l'impérialisme mondial III
LE MAOÏSME, UN REJETON MONSTRUEUX DU
CAPITALISME DÉCADENT
Le communisme n'est pas un bel idéal,
il est à l'ordre du jour de l'histoire, IV
LA PLATE-FORME
DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE
Débats entre groupes "bordiguistes"
MARXISME ET MYSTICISME
Construction de l'organisation révolutionnaire
THÈSES SUR LE PARASITISME

APPEL AUX LECTEURS

C'est encore avec de faibles forces que les révolu-
tionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques.
C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs,
tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la
diffusion de nos publications, comme certains nous
l'ont déjà proposé. Les informations dont ils peuvent
disposer sur ce qui se passe autour d'eux, les comptes-
rendus des discussions qu'ils peuvent avoir dans les
rangs ouvriers nous seraient également utiles, vu les

difficultés auxquelles se heurte le prolétariat au-
jourd'hui. Enfin, nous avons besoin que notre presse
soit déposée dans les librairies ou dans les kios-
ques, et il est souhaitable que toutes les énergies se
mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la
diffusion.

Nous profitons également de l'occasion pour renou-
veler nos appels à ce que des critiques ou commen-
taires nous parviennent.

APPEL A LA SOUSCRIPTION

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par
des souscriptions. Nous avons ouvert une souscription
permanente pour le soutien de notre journal et de notre
intervention. Vos contributions sont les bienvenues au
compte de RI à notre C.C.P. 523544Y - Rouen ou
peuvent être données lors de nos interventions.

Souscriptions

D (Rouen) : 300

Lille : Braderie du 6 septembre : 16

Nantes : Réunion publique du 13 juin :

JC : 200 ; Béatrice : 100 ; Julie : 200 ;

H : 300.

Tours : Permanence du 20 juin :

Aboulafia : 200

Toulouse : Réunion publique du 24

avril : J. : 100 ; C : 100 ; M. : 100 ;

Ge : 70 ; Mo : 200 ; B : 385 .

Permanence du 21 août : Monique :

200 ; Bernard : 192 ; Michèle : 50

Permanence du 11 septembre : C : 50 ;

Mi : 50 ; Mo : 100 ; A : 25 ; B : 200.

Paris : Permanence du 5 septembre :

Goupil : 150. Réunion publique du

19 septembre : Goupil : 150. St : 30 ;

Pr : 20 ; Cl : 200 ; B : 150 ; P : 150 ;

YK : 15 ; MP : 15 ; G : 30 ; JPC :

50 ; FM : 50 ; KS : 20 ; L : 20 ; F :

30 ; AI : 200 ; X : 44.

TOTAL : 4462

QUELQUES LIBRAIRIES OÙ L'ON PEUT TROUVER LA PRESSE DU CCI

ANGERS : Contact -
rue Lepneveu

BESANCON : Les
sandales d'Empédocle -
95, Grande Rue.

BORDEAUX : Le
Roi Lirc - rue S^e -
Catherine.

BREST : Maison de la
Presse - 64, rue Jean-
Jaurès.

CLERMONT-Fd : Le
Papyvore - 3, rue de l'Ente.
Maison de la Presse - place
de Jaude.

DIEPPE : Maison de la
Presse - 102, Grande-Rue.

DUNKERQUE : Maison
de la Presse - 34, rue
Poincaré.

GRENOBLE : Le
Sphinx - 6, rue
Brocherie. L'Encre
sympathique - 6, rue
Saint-Laurent.

LAVAL : Point presse
- Centre C^{ad} La-
Mayenne.

LE HAVRE : Presse
des Halles - 27, place
des Halles-Centrales.

LILLE : Galerie- 57, rue
de Béthune. Le Comte de
Monte-Cristo -
C.commercial V2
Villeneuve-d'Ascq.

LYON : La Gryphe - 5,
rue Sébastien-Gryphe (7^e).
La Proue - 15, rue
Childebert (2^e).

MARSEILLE : Odeur du
Temps - 35, rue Pavillon
(1^{er}).

MARTIGUES : Librairie
Bellevue - 5, Bd Degut.

MELUN : La Porte
Ouvrte - 19, rue du G^{al}-de-
Gaulle.

MONTAUBAN : Maison
de la Presse - rue de la
République.

MONTPELLIER :
Librairie Sauramps-Le
Triangle - Allée J-Milhaud.

NANTES : Vent
d'Ouest - 5, pl. du Bon-
Pasteur. Lanoë - 2, rue
de Verdun. Librairie
des Boulevards - 20, bd
des Anglais.

NICE : Le Temps de
Vivre - 50, bd de la
Madeleine.

ORLEANS : Temps
Modernes - rue N-D-de-
la-Délivrance.

PARIS : L'Herbe Rouge
- 1 bis, rue d'Alésia (14^e).
La Brèche - 9, rue de
Tunis (20^e). Le Point du
jour - 58, rue Gay-Lussac
(5^e).

SAINT-ETIENNE :
Librairie de Paris - rue
Michel-Rondet. Utopia -
rue Pierre-Berard.

SAINT-NAZAIRE : Le
Temps de Vivre - 71, rue
Jean-Jaurès.

TOULON : Hall de
Presse - bd M^{al}-Leclerc.

TOULOUSE : Toulouse
Presse - 60, rue Bayard.
FNAC - 81, bd Carnot.
Les Arcades - pl. du
Capitole.

TOURS : Librairie -
104, rue Colbert.

LE PCF FACE A LA REPRISE DES COMBATS DE CLASSE (1968-1972)

Dans le précédent article de cette série, nous avons rappelé comment le parti stalinien français a définitivement choisi la défense du camp impérialiste russe à partir du moment où, fin 1956, Khrouchchev a écrasé dans le sang la révolte du prolétariat en Hongrie, conformément à sa fonction spécifiquement antiouvrière. Nous avons aussi

abordé comment, malgré ses liens affinitaires avec le pouvoir gaulliste, le PCF a été contraint, dès le milieu des années soixante et afin de préserver son rôle spécifique d'encadrement de la classe ouvrière, de s'engager dans une dynamique "d'union de la gauche" en France.

Si l'appareil du parti se retrouve ainsi considérablement affaibli en milieu étudiant, le PCF se renforce au contraire chez les enseignants. Déjà très influent dans les écoles primaires "laïques", il élargit son influence et devient majoritaire dans l'éducation nationale. Cette

domination dans les secteurs de l'éducation et de la culture illustre non seulement l'intégration parfaite du stalinisme au sein de la classe dominante mais témoigne de son rôle actif et déterminant dans le conditionnement idéologique. (1)

Le parti stalinien face à la classe ouvrière en Mai 68

Le PCF, pépinière du "gauchisme"

Avant mai 68, le PCF a dû faire face au développement d'une contestation croissante au sein de l'Union des Etudiants communistes (UEC) qu'il contrôlait.

Plusieurs courants sont ainsi progressivement épurés entre 1965 et 1966 qui se retrouveront au centre de l'agitation étudiante gauchiste de 1968.

C'est d'abord le courant "italien" qui, par noyautage, finit par conquérir au début des années 60 la majorité du bureau national de l'UEC. Ces éléments, bien qu'ayant dû faire leur autocritique, continuent à se situer dans la mouvance informelle pro-khrouchchévienne des exclus de 1962, Casanova et Sirvin. Ils se retrouvent bientôt derrière un nouveau drapeau : le parti communiste italien de Togliatti, qui prône la diversité "des voies nationales" vers le socialisme "en louchant fortement sur la social-démocratie et une stratégie d'alliance "réformiste" avec celle-ci, sans dédaigner pour autant la vogue des "mouvements de libération nationale" de "l'expérience de Castro" à Cuba jusqu'au soutien plus ou moins actif au FLN algérien. Les "italiens" se font virer par l'appareil au 8e congrès de l'UEC pour "travail fractionnel", en mars 1965, c'est-à-dire dans les mois qui suivent l'éviction de Monsieur "K" en URSS et l'arrivée au pouvoir de Brejnev (cf. RI n°282). En rupture de ban, ces "dissidents" vont trouver refuge dans l'UNEF et vont rallier massivement le PSU.

Le courant trotskiste, plus "à gauche", clandestinement et largement abrité lui aussi par l'UEC, est pour sa part exclu en janvier 1966. Il va renforcer les

rangs de la JCR (Jeunesse Communiste Révolutionnaire) et, après la dissolution de cette dernière en 68, constituer la LCR (Ligue Communiste Révolutionnaire). Bien que lui aussi patauge depuis des années dans le soutien actif au FLN et dans le soutien aux guérillas nationalistes d'Amérique latine, de Castro à Guevara, son exclusion est motivée par des divergences sur des orientations de politique "intérieure" plus immédiate. Il critique le projet d'alliance électorale du parti avec le futur PS et, à l'époque, récuse même le soutien du PCF à Mitterrand, qu'il qualifie alors de "candidat bourgeois".

Le courant maoïste, sous l'influence d'universitaires du PCF comme Althusser, défend, lui, un retour aux principes purs et durs de Staline. Un "débat contradictoire", arbitré par les intellectuels "orthodoxes" du parti, se développe entre ce courant et les tenants "d'une ouverture du marxisme à d'autres courants de pensée" animés par le futur "révisionniste" Garaudy. Le vernis de cette querelle idéologique cantonnée dans la sphère de débats "entre intellectuels" évite au PCF de faire apparaître au grand jour qu'il s'agit d'un affrontement sur la question des alignements impérialistes entre pro-russes et pro-chinois. Cela n'empêche pas la rupture des défenseurs de l'orientation pro-chinoise qui quittent tous l'UEC au cours de l'année 66.

Avec les anarchistes venus d'un tout autre horizon, tous ces éléments dissidents du PCF vont fournir le gros des troupes étudiantes contestataires de mai 68.

Dès 1967, s'affirme une reprise massive de la combativité ouvrière en France. D'emblée, le parti stalinien et son appendice syndical la CGT sont en première ligne pour s'opposer résolument, contrecarrer et saboter ce développement spontané des luttes ouvrières. Ils font tout pour canaliser les débrayages et les grèves "sauvages" dans le cadre des occupations d'usine pour les isoler et empêcher leur extension, provoquant également des affrontements stériles avec les forces de police venues les déloger. Conjointement, PCF et CGT organisent des journées ville-morte, multiplient des occupations de bâtiments publics pour déjouer la combativité ouvrière accumulée depuis des années. Cependant, d'emblée ces grèves rencontrent une solidarité active de la population et tendent à s'étendre à plusieurs usines d'une même ville. Quant à la répression policière à laquelle elles se heurtent, elle contribue à exacerber la colère des ouvriers.

En mai 1968, le PCF, fer-de-lance de la contre-révolution depuis des décennies, allait se retrouver rapidement face à près de dix millions de grévistes. Avec son auxiliaire cégétiste, c'est lui qui réagit le plus rapidement, passés la surprise et l'affolement général de toute la bourgeoisie. Nous ne reviendrons pas sur le déroulement des faits largement repris ces derniers mois dans notre presse (2). Le parti stalinien intervient sans cesse contre la plus grande grève de l'histoire de la classe ouvrière mondiale pour tenter de l'enrayer à plusieurs niveaux.

Comme le reste de la bourgeoisie, le PCF et la CGT sont d'abord pris de court par la grève sauvage de l'usine Sud-Aviation près de Nantes le matin du 14 mai, suivie le 15 par les chantiers

navals de Bordeaux et par le débrayage spontané de l'usine Renault-Cléon près de Rouen qui envoie une délégation pour étendre la grève dans les autres usines de la Régie. Le 16, c'est l'usine de Renault-Flins près du Mans qui se met à son tour en grève et une délégation ouvrière de Cléon et de Flins pousse à son tour ceux de Billancourt à propager la lutte, atelier par atelier. Cette grève au cœur de la plus importante concentration ouvrière du pays et phare pour l'ensemble de la classe ouvrière, encourage des millions d'ouvriers à se lancer à leur tour dans la lutte. Deux heures plus tard, en accord avec le PCF, pour reprendre le contrôle d'un mouvement ouvrier qui lui échappe totalement, qui s'est déclenché contre sa volonté et qu'elle est incapable d'endiguer, la CGT, prenant le train en marche, lance elle-même un "appel à la lutte", bientôt imitée par les autres syndicats et décide de participer à l'occupation de Billancourt.

Pour les syndicats et le PCF, il s'agit, au nom "de la protection de l'outil de travail" d'instaurer dans les grèves ouvrières un esprit-forteresse. Ce "cordon sanitaire" corporatiste, en apparence contre les "provocateurs gauchistes" qui auraient "infiltré" les étudiants, visait en réalité à permettre aux syndicats de reprendre le contrôle de la situation. Ceux-ci mirent en oeuvre tout un travail de division, isolant entre eux les différents secteurs de la classe ouvrière, chacun dans son coin, pour empêcher celle-ci de se constituer en une force unie qui représenterait un danger bien plus important pour la bourgeoisie et serait bien plus difficile à vaincre par cette dernière. Les ouvriers qui tentaient de briser l'isolement syndical se

voyaient dénoncés comme étant des provocateurs extérieurs à l'entreprise.

Dans *L'Humanité* du 3 mai 68, l'éditorial de Georges Marchais intitulé "De faux révolutionnaires à démasquer", accuse le Mouvement du 22 Mars "dirigé par l'anarchiste allemand Cohn-Bendit" d'aller à l'encontre des intérêts de la masse des étudiants et de favoriser les provocations fascistes. Il dénonce "leur malfaisante besogne (des "gauchistes") qui tente de semer le trouble, le doute, le scepticisme parmi les travailleurs et, notamment les jeunes". Le 23 mai, la CGT approuve la décision d'interdiction de séjour du pouvoir gaulliste prise à l'encontre de Cohn-Bendit. Suite au célèbre "non à la chienlit!", prononcé par De Gaulle, et après les violences des 24 et 25 mai au Quartier latin, alors que le ministre de l'Intérieur incrimine "la pègre qui sort des bas-fonds de Paris dans la rue", *L'Humanité* renvoie le même écho en dénonçant les agissements de "la lie de la société".

Toute cette diatribe qui focalise l'attention sur l'agitation étudiante et les menées des gauchistes, en tentant d'en faire un repoussoir pour la classe ouvrière, vise avant tout à empêcher les prolétaires de gagner massivement la rue à leur tour et à les empêcher de participer ainsi activement à une politisation plus intense de leur combat de classe.

Et Waldeck Rochet retrouve les accents chauvins de Thorez lors d'un meeting parisien le 1er juin : "Nous avons dit et nous disons : (...) le drapeau des luttes de la classe ouvrière, dans le monde moderne, (...) c'est tout à la fois le drapeau rouge du socialisme et le drapeau tricolore de la grande Révolution française, le drapeau de la nation. (...) Le seul parti révolutionnaire (...), c'est le parti communiste français servant efficacement les intérêts des travailleurs, du peuple et du pays. A l'inverse, les pseudo-révolutionnaires (...) visent à diviser la classe ouvrière, à défigurer le mouvement révolutionnaire et la démocratie. Ils font le jeu du

(SUITE PAGE 3)

NOS POSITIONS

* Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 80, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.

* La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.

* Les régimes étatisés qui, sous le nom de « socialistes » ou « communistes », ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'Etat, propre à la période de décadence.

* Depuis le début du xx^e siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La classe

ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

* Toutes les idéologies nationalistes, d'« indépendance nationale », de « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploitateurs.

* Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La « démocratie », forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.

* Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis « ouvriers », « socialistes », « communistes » (les ex-« communistes » aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de « front populaire », « front antifasciste » ou « front unique », mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.

* Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, « officielles » ou « de base », ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

* Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

* Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.

* La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les Etats et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.

* La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni « autogestion », ni « nationalisation » de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.

* L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni d'« organiser la classe ouvrière », ni de « prendre le pouvoir »

en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

- La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.
- L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.
- Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la *Ligue des Communistes* de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'*Association Internationale des Travailleurs*, 1864-72, l'*Internationale Socialiste*, 1884-1914, l'*Internationale Communiste*, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la III^e Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les *gauches allemande, hollandaise et italienne*.